

nance, pour autant que celles-ci ne sont pas soumises à l'approbation préalable du ministre ou du Gouvernement en conseil.

Paragraphe 4

La précision concernant l'engagement de l'Université envers des tiers est ajoutée par analogie et dans une optique de parallélisme des formes avec la disposition correspondante de l'article 6, paragraphe 4, de la loi des CRP.

Article 6. Composition et fonctionnement du conseil de gouvernance

A l'instar de l'article 19 de la loi de 2003, cet article est consacré à la composition et au fonctionnement du conseil de gouvernance.

Paragraphe 1^{er}

Par analogie aux dispositions de l'article 7, paragraphe 1^{er}, de la loi des CRP, régissant la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des centres de recherche publics, le nombre des membres du conseil de gouvernance de l'Université est porté de sept à neuf. Cette augmentation du nombre des membres tient par ailleurs compte de l'évolution et de la croissance de l'Université. En effet, celle-ci compte actuellement quelque 1.700 collaborateurs, dont 800 collaborateurs permanents, quelque 6.000 étudiants et dispose d'un budget annuel de quelque 200 millions d'euros dont les contributions financières les plus importantes proviennent de l'Etat.

Il va sans dire que le principe selon lequel les membres du conseil de gouvernance sont exclusivement des personnes externes à l'Université, choisies en raison de leurs compétences et de leur expertise dans les domaines concernés, et selon lequel ils ne peuvent exercer aucune autre fonction à l'Université est maintenu, dans la mesure où il constitue le garant d'une séparation des pouvoirs au sein de l'Université.

Les critères de sélection fixés à l'article 19, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003, sont précisés et complétés. La disposition selon laquelle au moins quatre des sept membres „exercent ou ont exercé des responsabilités universitaires“ est remplacée par la disposition plus précise selon laquelle au moins cinq des neuf membres doivent avoir le rang de professeur d'université, tandis que le critère général selon lequel les membres du conseil de gouvernance sont choisis „en raison de leur compétence dans les grands secteurs d'enseignement et de recherche développés à l'Université“ est complété par celui d'une expérience en matière de gestion et de gouvernance. Compte tenu des missions de l'Université telles que définies à l'article 3, il importe en effet que la majorité des membres disposent d'une expérience solide et avérée en matière d'enseignement supérieur et de recherche, et que celle-ci ait été acquise à un niveau élevé de la hiérarchie universitaire. Au vu de la croissance précitée de l'Université, d'une part, et compte tenu de l'importance des responsabilités et du rôle stratégique du conseil de gouvernance, d'autre part, il semble par ailleurs utile que des membres puissent se prévaloir d'une expérience en matière de gestion et de gouvernance.

A l'instar de l'article 7, paragraphe 4, de la loi des CRP, le présent paragraphe est complété par la disposition selon laquelle, au sein du conseil de gouvernance, la proportion des membres de chaque sexe ne peut être inférieure à 40%. Le programme gouvernemental 2013-2018 conçoit en effet la représentation équilibrée entre hommes et femmes au niveau de la prise de décision, et notamment dans les conseils d'administration des établissements publics, comme un pilier important de la politique visant à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. A cette fin, le Gouvernement vise, d'ici 2019, une représentation de 40% du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des établissements publics.

Paragraphe 2

Par analogie avec l'approche retenue à l'article 7, paragraphe 3, de la loi des CRP au sujet des conseils d'administration des centres de recherche publics, les membres du conseil de gouvernance ne sont plus nommés par le Grand-Duc, mais par le Gouvernement en conseil, sur proposition du ministre de tutelle. Dans le même ordre d'idées, le nombre de mandats est limité à deux mandats entiers, afin d'éviter le phénomène du „locked-in“ et de favoriser un renouvellement régulier de la composition du conseil de gouvernance.

Paragraphe 3

Ce paragraphe reprend les dispositions de l'article 19, paragraphe 2, de la loi de 2003, qui trouvent aussi leur pendant à l'article 7, paragraphe 5, de la loi des CRP.

Paragraphe 4

A l'instar de l'approche retenue dans le cadre de l'instruction du projet de loi 6420 (cf. doc. parl. 6420⁵), qui est devenu la loi du 27 août 2014 modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public, ainsi que du projet de loi 6527 (cf. doc. parl. 6527⁹), qui est devenu la loi des CRP, et conformément à la voie tracée par les travaux parlementaires relatifs au projet de loi 6283 (cf. doc. parl. 6283⁶), la fonction de commissaire du Gouvernement est maintenue.

Alors que d'un côté, l'autonomie de l'Université est renforcée par le présent projet de loi et que le conseil de gouvernance ne comporte dans ses rangs pas de représentants de l'Etat, il importe de maintenir, en contrepartie, la fonction de commissaire du Gouvernement. Introduite à l'article 52 de la loi de 2003, cette fonction est désormais reléguée à l'article consacré au fonctionnement du conseil de gouvernance, tandis que le libellé est aligné sur celui de l'article 7, paragraphe 6, de la loi des CRP.

Assistant aux délibérations du conseil de gouvernance avec voix consultative, le commissaire du Gouvernement a la mission de veiller à ce que l'Université respecte les engagements pris dans le cadre de la convention pluriannuelle et, *a fortiori*, les lois et les règlements. Grâce à la présence du commissaire du Gouvernement, le ministre de tutelle dispose en temps utile de l'information portant sur d'éventuelles décisions du conseil de gouvernance qui soient contraires aux lois, règlements ou engagements pris vis-à-vis de l'Etat et a la possibilité d'intervenir avant la mise en œuvre de ces décisions. De plus, les informations régulières fournies par le commissaire du Gouvernement facilitent, au niveau gouvernemental, la coordination avec les autres acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche au Luxembourg.

Paragraphe 5

Ce paragraphe reprend les dispositions de l'article 19, paragraphe 3, de la loi de 2003, relatives au président du conseil de gouvernance, lesquelles se trouvent complétées par l'introduction de la fonction de vice-président. Compte tenu du degré de technicité croissante des tâches du conseil de gouvernance, il importe que le président ait à ses côtés un vice-président qui suive de plus près les affaires et qui puisse le remplacer en cas d'empêchement prolongé.

Cette disposition trouve son pendant à l'article 7, paragraphe 7, de la loi des CRP.

Paragraphe 6

La disposition de l'article 19, paragraphe 4, de la loi de 2003 concernant la possibilité pour le conseil de gouvernance de choisir un secrétaire administratif hors de son sein est élargie en ce sens que le conseil de gouvernance a désormais à sa disposition un secrétariat général, dirigé par un secrétaire général. De fait, la grande hétérogénéité et la complexité croissante des dossiers dont est saisi le conseil de gouvernance exigent un soutien et une expertise renforcés au niveau du secrétariat qui prépare les séances et assure le suivi des décisions prises.

Dans le même ordre d'idées, le conseil de gouvernance peut en outre se doter d'un service d'audit interne et mettre en place des comités du conseil dont chacun est chargé d'une tâche ou d'un dossier spécifiques en vue d'une préparation efficace et optimale des séances.

Paragraphes 7 et 8

Ces paragraphes reprennent, quant au principe, les dispositions de l'article 19, paragraphes 5 et 6, de la loi de 2003. La procédure de révocation est adaptée par analogie avec la procédure de nomination des membres du conseil de gouvernance.

Les paragraphes sous rubrique trouvent leur pendant à l'article 7, paragraphes 9 et 10, de la loi des CRP.

Paragraphe 9

Ce paragraphe reprend les dispositions de l'article 19, paragraphe 7, de la loi de 2003. Il trouve son pendant à l'article 7, paragraphe 11, de la loi des CRP.

Paragraphe 10

Les modalités relatives à la prise de décisions par le conseil de gouvernance sont alignées sur celles fixées par l'article 7, paragraphe 12, de la loi des CRP.

Outre l'adaptation du nombre de voix qui doivent être émises pour qu'une décision soit acquise, devenue nécessaire suite à l'augmentation du nombre des membres du conseil de gouvernance prévue par le paragraphe 1^{er}, la teneur de l'article 19, paragraphe 8, de la loi de 2003 est ainsi complétée par l'exclusion de la possibilité d'un vote par procédure écrite. Compte tenu de l'importance des ressources dont dispose l'Université, il importe en effet que les décisions soient prises suite à un véritable échange entre les membres du conseil de gouvernance. A noter que le libellé prévu n'exclut nullement la possibilité qu'un ou plusieurs membres, retenus par des obligations pressantes à l'étranger, assistent et participent à une séance du conseil de gouvernance par vidéoconférence. Le recours à ce moyen de communication peut s'avérer particulièrement utile dans le cas où une séance a dû être convoquée dans des délais rapprochés, afin de prendre une décision urgente, par exemple en matière de recrutement d'un professeur.

Paragraphe 11

Le libellé de l'article 19, paragraphe 9, de la loi de 2003 est complété par la précision selon laquelle, en cas d'empêchement du président, le conseil de gouvernance peut être convoqué par le vice-président. Le nombre minimum des membres qui peuvent demander une réunion du conseil de gouvernance est adapté en fonction de l'augmentation du nombre total des membres.

Il est en outre prévu que les détails des modalités de fonctionnement du conseil de gouvernance sont précisés au règlement d'ordre intérieur de l'Université.

Ce paragraphe trouve son pendant à l'article 7, paragraphe 13, de la loi des CRP.

Paragraphe 12

Aux observateurs tels que définis à l'article 19, paragraphe 10, de la loi de 2003, est ajouté le président de la délégation du personnel, à l'instar de ce que prévoit l'article 7, paragraphe 14, de la loi des CRP. Par ailleurs, il est précisé que les étudiants sont désormais représentés par le président de la délégation étudiante, créée à l'article 43 du présent projet de loi.

Paragraphe 13

Il y a lieu de prévoir que les indemnités et jetons de présence de tous les ayants-droit sont fixées par règlement grand-ducal, et non par le Gouvernement en conseil, comme le prévoit l'article 19, paragraphe 11, de la loi de 2003. Il est en outre précisé que les indemnités et jetons de présence du commissaire du Gouvernement sont à charge de l'Etat.

Article 7. Attributions du recteur

Alors que l'article 22 de la loi de 2003 établit, par ses paragraphes 1^{er} et 2, une distinction entre les attributions du rectorat, d'une part, et celles du recteur, d'autre part, il a été choisi dans le présent projet de loi de définir uniquement des attributions du recteur (paragraphe 1^{er}), tout en prévoyant que celui-ci en délègue une partie aux vice-recteurs, qui l'assistent dans l'exercice de ses attributions, et qu'il peut en délèguer une partie au directeur administratif et financier ou encore aux doyens et aux directeurs des centres interdisciplinaires pour les affaires qui concernent leurs facultés ou leurs centres interdisciplinaires respectifs (paragraphe 2). De cette façon, la position et le rôle du recteur à la tête du rectorat sont renforcés. Il ne faut pas oublier dans ce contexte que le recteur assiste en tant qu'observateur au conseil de gouvernance et assure la liaison avec le ministère de tutelle.

Dans sa version initiale, le projet de loi 5059, qui est devenu la loi de 2003, avait d'un côté instauré le rectorat comme organe exécutif de l'Université, et, d'un autre côté, défini les attributions du seul recteur. Dans son avis du 1^{er} juillet 2003, le Conseil d'Etat avait signalé cette incohérence et fait valoir en même temps que „pour une institution nouvellement créée et d'une importance telle que la nouvelle Université, il est impensable de confier le pouvoir exécutif à une seule personne“³¹. Plaidant pour confier les principales compétences exécutives à un organe collégial, en l'occurrence au rectorat, il avait émis une proposition en vue d'une répartition des compétences entre le rectorat en tant qu'organe collégial et les compétences propres du recteur, proposition qui a été retenue par la commission parlementaire.

31 Doc. parl. 5059⁷, p. 8.

Dans le présent projet de loi, il est proposé d'opter de façon claire et nette pour un modèle non collégial, qui institue le recteur comme organe et donc comme chef du pouvoir exécutif et qui institue en même temps le principe de la délégation de certaines de ses attributions. Le présent projet de loi attribue au recteur une position forte qui est différente de celle des directeurs prévus dans d'autres établissements publics qui, contrairement à l'Université, présentent un caractère plutôt administratif. S'il est vrai que d'un côté, comme le fait valoir le Conseil d'Etat dans son avis précité du 1^{er} juillet 2003, bon nombre des grandes entités publiques ou privées misent actuellement sur la responsabilité collégiale, il se trouve, d'un autre côté, que dans le cadre du projet de loi 6794 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, a été retenu un modèle de gouvernance non collégial, en vertu duquel la gestion et la direction de l'entreprise sont confiées au seul directeur général, qui peut s'appuyer sur l'assistance de deux directeurs généraux adjoints et de plusieurs directeurs.

Le modèle préconisé dans le présent projet de loi s'inscrit dans cette lignée. En vue d'assurer l'efficacité du processus décisionnel, il importe en effet d'établir une hiérarchie au sein du rectorat et d'éviter que le recteur ne puisse être mis en minorité par les vice-recteurs.

Les attributions du recteur telles que définies au paragraphe 1^{er} du présent article, reprennent, *mutatis mutandis*, la plupart des attributions du recteur et du rectorat fixées à l'article 22 de la loi de 2003.

Les relations du recteur avec le conseil de gouvernance se trouvent précisées (points 4, 5 et 6). En général, ces relations sont essentiellement régies par le principe selon lequel le recteur soumet des propositions au conseil de gouvernance, lequel arrête, après délibération, les décisions finales.

L'élaboration du règlement des études est confiée au recteur (point 8), et non pas au conseil universitaire, comme le prévoyait le projet de loi 6283. En effet, pour assurer la cohérence au niveau du processus décisionnel, il importe que le recteur, en tant que chef de l'exécutif, détienne le droit d'initiative également en cette matière.

Il est ajouté la disposition selon laquelle le recteur élabore la politique des rémunérations, des ressources humaines et des carrières du personnel de l'Université ainsi que la politique de l'égalité du genre (point 9). Il est également précisé que le recteur élabore les descriptions de poste et les profils des professeurs, première étape dans la procédure de recrutement (point 14).

La disposition du point 15, relative à la conclusion des contrats et conventions, correspond au libellé qui a été retenu dans le texte coordonné du projet de loi 6283 de novembre 2013 (doc. parl. 6283¹⁰), suite à une proposition de texte du Conseil d'Etat.

Les points 12, 14 et 16 énumèrent les fonctions pour lesquelles le recteur possède un droit de nomination ou d'engagement, tandis que le point 13 reprend les fonctions pour lesquelles il a un droit de proposition.

A noter que le recteur propose désormais les vice-recteurs. Comme il a été opté pour un modèle de gouvernance non collégial au sein du rectorat, conférant un rôle prédominant au recteur, il importe que ce dernier puisse s'entourer d'une équipe homogène et organiser activement le processus de sélection de ses plus proches collaborateurs, auxquels il sera amené à déléguer une partie de ses attributions.

L'énumération figurant au point 17 est censée préciser les dispositions actuelles de l'article 22, paragraphe 1^{er}, lettres f) et g).

Article 8. Nomination du recteur

Cet article définit la procédure de nomination du recteur. A cet effet, les dispositions afférentes de l'article 21, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003 ont été révisées, précisées et complétées.

Paragraphe 1^{er} et 2

Pour des raisons de transparence et afin de renforcer les exigences en vue d'un recrutement de qualité, il a été jugé utile de préciser les critères minimums en termes de rang et de compétences auxquels doivent satisfaire les candidats au poste de recteur, ainsi que de définir dans la loi la procédure de recrutement, impliquant une annonce publique et la mise en place d'un comité de recrutement.

La disposition de l'article 21, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003, selon laquelle „[l]a fonction de recteur n'est pas soumise à condition de nationalité“, a été supprimée dans la mesure où elle est superflue. En effet, tant qu'une condition de nationalité n'est pas explicitement inscrite dans la loi, il est évident que la fonction en cause n'est pas liée à une telle condition. Ceci vaut d'autant plus que

l'ensemble du personnel de l'Université, y compris le recteur, est engagé selon le droit du travail privé, qui interdit des discriminations fondées sur la nationalité entre citoyens de l'Union européenne.

Paragraphe 3

Par analogie avec l'approche retenue à l'article 6, paragraphe 2, lettre a), de la loi des CRP en relation avec les directeurs généraux des centres de recherche publics et afin de renforcer l'autonomie organisationnelle de l'Université, le recteur n'est plus nommé par le Grand-Duc mais par le conseil de gouvernance. A noter que le caractère national des diplômes délivrés par le recteur est désormais explicitement garanti par une disposition afférente figurant à l'article 32, paragraphe 3, du présent projet de loi. Dans le même ordre d'idées, il ne faut pas perdre de vue que les diplômes sanctionnant des programmes de formation accrédités en vertu du titre III de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur et dispensés par des établissements d'enseignement supérieur étrangers implantés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et accrédités en vertu du titre III précité sont aussi reconnus comme diplômes nationaux en vertu de la même loi, alors que les responsables des établissements délivrant ces diplômes ne sont pas non plus nommés par le Grand-Duc.

A noter que le mandat du recteur est limité à deux fois cinq ans afin d'éviter le phénomène du „locked-in“ et de favoriser un renouvellement régulier au niveau de l'exécutif.

Dans le cas où le candidat retenu ne disposerait pas déjà de ce statut au moment de sa désignation, le futur recteur est engagé en tant que professeur ordinaire auprès de l'Université. D'un point de vue académique, il importe en effet qu'il dispose du titre académique le plus élevé dans la hiérarchie des professeurs. Par ailleurs, le mandat du recteur étant limité à deux mandats de cinq ans, le fait d'avoir été engagé en tant que professeur ordinaire lui permet, au terme de son mandat, d'exercer ces fonctions auprès de la faculté ou du centre interdisciplinaire concernés.

Paragraphe 4

Les incompatibilités prévues au paragraphe 4 sont conformes au principe d'une véritable séparation des pouvoirs au sein de l'Université et sont censées éviter en même temps tout conflit d'intérêt à la tête du pouvoir exécutif. A noter que cette disposition trouve son pendant à l'article 8, paragraphe 2, de la loi des CRP, consacré au directeur général des centres de recherche publics.

Paragraphe 5

Ce paragraphe vise à régler dans la loi la situation intérimaire qui peut se présenter au cas où, pour diverses raisons, le recteur n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions ou a été démis de ses fonctions avant le terme de son mandat. Vu l'ampleur des attributions et des responsabilités du recteur à la tête de l'exécutif, il importe d'éviter une vacance de pouvoir.

Paragraphe 6

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 9. Composition du rectorat et nomination des vice-recteurs

Cet article introduit la notion de rectorat et définit les modalités de nomination des vice-recteurs.

Paragraphe 1^{er}

En vertu de ce paragraphe, le recteur et les vice-recteurs forment le rectorat. C'est au sein de cette entité qu'ils se concertent en vue de la coordination au niveau de l'exercice des attributions et de la gestion journalière de l'Université.

Par opposition à l'article 20 de la loi de 2003, il est proposé de ne plus compter le directeur administratif, qui porte désormais le titre de „directeur administratif et financier“ (cf. article 18), parmi les membres du rectorat. Il se trouve dorénavant à la tête de l'administration centrale, qui est ajoutée aux composantes de l'Université (cf. article 14). Il a été tenu compte de cette façon de la problématique qu'avait aussi soulevée le Conseil d'Etat dans son avis du 17 janvier 2012 au sujet du projet de loi 6283. En effet, la Haute Corporation a alors fait valoir que „[o]u bien le directeur administratif est à considérer comme organe (ou partie d'organe) de l'Université et il est désigné pour un mandat à durée déterminée à l'instar des autres mandataires composant les organes de l'Université, ou bien il remplit une tâche salariée caractérisée par un lien de subordination vis-à-vis de la hiérarchie universitaire et il n'est pas

engagé pour un mandat limité dans le temps, mais sur base d'un contrat de travail qui, sauf exception légalement motivée, a une durée indéterminée³², et a penché pour la deuxième solution en suggérant de préciser que le directeur administratif, engagé sur base d'un contrat de travail, exerce sa tâche sous l'autorité du rectorat.

A noter encore qu'en vertu de l'article 24 de la loi de 2003 a été créée auprès du rectorat une commission consultative scientifique. Etant donné que, dans la pratique, cette disposition n'a pas fait ses preuves, il est proposé d'y renoncer dans le cadre du présent projet de loi.

La disposition de l'alinéa 2 du paragraphe sous rubrique concernant la possibilité pour le rectorat de s'adjoindre des conseillers ou des chargés de missions dont les mandats sont limités dans le temps est reprise telle quelle de l'article 20 de la loi de 2003.

Paragraphes 2 à 4

Ces paragraphes définissent la procédure de nomination des vice-recteurs. A cet effet, les dispositions afférentes de l'article 21, paragraphe 2, de la loi de 2003 ont été révisées, précisées et complétées.

Pour des raisons de transparence et afin de renforcer les exigences en vue d'un recrutement de qualité, il a été jugé utile de préciser les critères minimums en termes de rang et de compétences auxquels doivent satisfaire les candidats au poste de vice-recteur.

Conformément à la voie tracée par le projet de loi 6283, les vice-recteurs ne sont plus nommés par le Grand-Duc, mais par le conseil de gouvernance. Il est toutefois prévu de disposer que les vice-recteurs sont nommés sur proposition du recteur et non après simple avis du recteur. Comme exposé sous l'article 7, il importe en effet que le recteur puisse s'entourer d'une équipe homogène et organiser activement le processus de sélection de ses plus proches collaborateurs, auxquels il sera amené à déléguer une partie de ses attributions. Comme prévu par le projet de loi 6283, le conseil universitaire est appelé à aviser les propositions de nomination des vice-recteurs.

Dans le cas où ils ne disposeraient pas déjà de ce statut au moment de leur désignation, les vice-recteurs sont engagés en tant que professeurs ordinaires auprès de l'Université. D'un point de vue académique, il importe en effet qu'ils disposent, tout comme le recteur, du titre académique le plus élevé dans la hiérarchie des professeurs. Par ailleurs, par analogie avec le recteur, le mandat des vice-recteurs étant limité à deux fois cinq ans, le fait d'avoir été engagés en tant que professeurs ordinaires leur permet, au terme de leur mandat, d'exercer ces fonctions auprès de la faculté ou du centre interdisciplinaire concernés.

A l'instar de ce qui vaut pour la fonction de recteur (cf. article 8, paragraphe 4), les incompatibilités prévues en relation avec les fonctions de vice-recteur sont conformes au principe d'une véritable séparation des pouvoirs au sein de l'Université et sont censées éviter en même temps tout conflit d'intérêt à la tête du pouvoir exécutif. Cette disposition trouve son pendant à l'article 8, paragraphe 2, de la loi des CRP.

Paragraphe 5

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 10. Délégué à l'égalité du genre

L'article 25 de la loi de 2003 a créé la fonction de délégué aux questions féminines. Dans le cadre de l'instruction du projet de loi 6283, il a été précisé, par voie d'amendement parlementaire, que le délégué visé est nommé par le recteur. Par ailleurs, „afin d'adapter le texte législatif de 2003 à la terminologie qui est actuellement d'usage en cette matière“, il a été proposé de remplacer la désignation de „délégué aux questions féminines“ par celle de „délégué à l'égalité des chances“³³.

Or, tout bien considéré, il s'avère opportun d'utiliser plutôt la dénomination de „délégué à l'égalité du genre“. Il s'agit de distinguer ainsi clairement le délégué visé par le présent article du délégué à l'égalité désigné par la délégation du personnel, tel que prévu par l'article 414-15 du Code du travail. Tandis que le délégué à l'égalité prévu par le Code du travail a pour mission générale „de défendre l'égalité de traitement [...] en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion

32 Doc. parl. 6283⁴, p. 14.

33 Doc. parl. 6283⁸, p. 3.

professionnelles, ainsi que la rémunération et les conditions de travail“, le délégué visé par le présent article est plus particulièrement chargé de questions concernant l'égalité du genre et est appelé à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique y relative au sein de l'Université. La dénomination proposée est censée faire ressortir la mission spécifique du délégué mis en place par l'article sous rubrique et mettre en évidence qu'il n'est nullement question de dédoubler le délégué nommé par la délégation du personnel par un délégué désigné par le recteur.

A noter que dans son avis relatif au projet de loi 6527, qui est devenu la loi des CRP, le Conseil d'Etat avait mis en exergue la confusion qui peut naître de l'utilisation d'une dénomination analogue pour les deux types de délégués³⁴. C'est dans cette optique qu'il a été tâché, dans le présent projet de loi, de faire ressortir davantage la différence entre les deux fonctions.

Par ailleurs, par l'article sous rubrique, il est tenu compte du fait que, dans le cadre de l'évaluation externe de l'Université de 2016, les experts ont recommandé d'établir des plans d'égalité du genre et de prévoir les moyens nécessaires.

Article 11. Délégué aux aménagements raisonnables

La création de la fonction du délégué aux aménagements raisonnables doit être mise en relation avec l'introduction, au titre IV, chapitre I^{er}, section IV, d'une procédure visant à accorder des aménagements raisonnables aux usagers à besoins éducatifs particuliers.

Comme exposé à l'article 39, cette procédure est calquée sur celle instaurée par la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers dans le domaine de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que dans la formation des adultes.

Dans ce contexte, il importe de disposer d'une personne qui s'occupe plus particulièrement de cet aspect et qui dispose de la nécessaire expertise en cette matière.

Article 12. Attributions du conseil universitaire

A l'instar de l'article 26 de la loi de 2003, cet article définit les attributions du conseil universitaire, qui est un organe participatif et qui assiste le recteur dans l'organisation des activités d'enseignement et de recherche de l'Université.

Dans le cadre du projet de loi 6283, il a été prévu de mettre davantage en évidence la fonction du conseil universitaire en tant que sénat universitaire, qui est appelé à régler „les affaires pédagogiques et scientifiques de l'Université“, c'est-à-dire les activités d'enseignement et de recherche. Il a été choisi de maintenir cette approche quant au principe, tout en y apportant des ajustements ainsi que les adaptations qui s'imposent dans l'optique d'un véritable équilibre des pouvoirs. En effet, pour assurer la cohérence au niveau du processus décisionnel au sein de l'Université, il importe que le recteur, en tant que chef de l'exécutif, garde le droit d'initiative (cf. commentaire de l'article 7). En conséquence, les attributions du conseil universitaire sont revues en ce sens que cet organe est désormais appelé à aviser les propositions du recteur. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les membres du conseil universitaire, qui exercent tous des fonctions dans l'enseignement, la recherche et l'administration, ne disposent pas forcément du temps nécessaire pour élaborer des documents présentant souvent un haut degré de technicité.

Ainsi, les attributions prévues par le projet de loi 6283 relatives à l'adoption des „orientations des programmes d'enseignement“ et des „projets de recherche“ sont adaptées en ce sens que le conseil universitaire émet un avis sur la création, le maintien et la suppression des programmes d'études (point 4 du présent article). L'attribution actuelle selon laquelle le conseil universitaire émet un avis concernant la création, le maintien et la suppression de nouvelles composantes (article 26, paragraphe 2, lettre d) de la loi de 2003), est précisée par l'énumération des composantes et des entités visées (point 8 du présent article). Quant aux accords et aux conventions de coopération scientifique et pédagogique, il est désormais prévu que le conseil universitaire, plutôt que de les proposer, émet un avis afférent (point 9 du présent article).

Dans le même ordre d'idées, il convient de disposer que, plutôt que d'élaborer le projet de règlement des études, le conseil universitaire émet un avis au sujet du projet de règlement élaboré par le recteur (point 2 du présent article).

³⁴ Doc. parl. 6527⁴, p. 8.

Dans la mesure où le conseil universitaire est appelé à se concentrer sur les domaines de l'enseignement et de la recherche, l'attribution selon laquelle cet organe émet un avis concernant les prises de participation, la création de filiales, l'acceptation de dons et de legs ainsi que les acquisitions immobilières (article 26, paragraphe 2, lettre f) de la loi de 2003) est supprimée.

En outre, le conseil d'universitaire ne fait plus figure d'instance de recours (article 26, paragraphe 2, lettre j) de la loi de 2003), dans la mesure où cette fonction appartient désormais à la commission des litiges visée à l'article 48 du présent projet de loi, dont le président et les membres sont nommés par le conseil universitaire (point 10 du présent article).

A noter encore que, dans l'optique d'un juste équilibre des pouvoirs, le droit d'émettre un avis concernant la proposition de nomination du recteur et des vice-recteurs est maintenu et précisé (point 3).

L'alinéa 2 fixe un délai pour l'émission des avis du conseil universitaire et introduit le principe de l'accord tacite. Il s'agit d'éviter ainsi tout risque de blocage au niveau des organes de l'Université, qui en entraverait toute gestion efficace.

Article 13. Composition du conseil universitaire

Sur base d'une révision des dispositions de l'article 27 de la loi de 2003 et dans la voie tracée par le projet de loi 6283, cet article définit la composition du conseil universitaire, le mode de désignation de ses membres et les modalités présidant à la prise de décisions par cet organe.

Paragraphes 1^{er} et 2

Les désignations des membres élus et des observateurs du conseil universitaire sont adaptées aux modifications d'ordre terminologique proposées dans le présent projet de loi.

La liste des membres élus est complétée par des représentants des professeurs et des assistants-chercheurs des centres interdisciplinaires.

Le recteur, les vice-recteurs, le directeur administratif et financier, le délégué à l'égalité du genre, le délégué aux aménagements raisonnables, les doyens et les directeurs des centres interdisciplinaires assistent désormais aux séances du conseil universitaire avec voix consultative.

En effet, le conseil universitaire est amené à aviser les propositions qui lui sont soumises par le recteur et qui ont été soit élaborées directement par le rectorat, soit par les responsables d'une des composantes de l'Université. Dans l'optique d'une véritable séparation des pouvoirs, il ne serait pas indiqué que les auteurs des propositions participent à l'élaboration et à l'adoption des avis y relatifs.

Enfin, afin de permettre au conseil universitaire de remplir pleinement son rôle de sénat universitaire, celui-ci peut désormais disposer d'un support administratif et technique.

Paragraphe 3

Ce paragraphe fixe les modalités présidant à la prise de décisions par le conseil universitaire. Ces modalités sont calquées sur celles prévues au niveau du conseil de gouvernance (cf. article 6, paragraphe 10).

Paragraphe 4

Ce paragraphe reprend la disposition prévue par le texte coordonné du projet de loi 6283 de novembre 2013 (doc. parl. 6283¹⁰) en relation avec la présidence du conseil universitaire.

Dans le cadre des amendements parlementaires du 29 mars 2012 au projet de loi 6283³⁵, il avait été proposé de renoncer à la disposition selon laquelle le conseil universitaire est présidé par le recteur et de disposer en revanche que ce conseil est habilité à élire son président en son sein parmi les membres élus. Cette modification était motivée par la volonté de renforcer la fonction de „sénat universitaire“ du conseil universitaire. Le libellé proposé par la commission parlementaire a fait l'objet d'une proposition d'ordre formel de la part du Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 12 juin 2012³⁶, proposition qui a été retenue dans le texte coordonné précité.

35 Doc. parl. 6283⁶, p. 5.

36 Doc. parl. 6283⁷, p. 3.

Dans l'optique de la séparation des pouvoirs, il convient de maintenir cette disposition. Il ne semble en effet pas opportun que le recteur préside un organe qui est amené à émettre des avis concernant des propositions qui lui sont soumises par ce même recteur.

Paragraphe 5

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 14. Composantes de l'Université

A l'instar de l'article 14 de la loi de 2003, cet article définit les composantes de l'Université.

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe définit les facultés, les centres interdisciplinaires et l'administration centrale comme composantes de l'Université.

Comme expliqué sous l'article 7, il est proposé de ne plus compter le directeur administratif, qui porte désormais le titre de „directeur administratif et financier“ (cf. article 18), parmi les membres du rectorat. Il se trouve dorénavant à la tête de l'administration centrale, qui est ajoutée aux composantes de l'Université. Il importe en effet de conférer également une base légale à l'administration centrale, qui, avec ses quelque 450 collaborateurs, contribue de manière non négligeable au fonctionnement de l'Université.

Pour ce qui est de la mise en œuvre des activités d'enseignement et de recherche de l'Université, la loi de 2003 avait opté pour une organisation en facultés et centres interdisciplinaires, susceptible „d'allier une organisation classique des enseignements en facultés et une organisation pluridisciplinaire de la recherche“, „d'éviter des cloisonnements et de [favoriser] une approche interdisciplinaire“³⁷. Cette structuration ayant fait ses preuves, tant au niveau de l'enseignement que de la recherche, il est proposé de la maintenir, tout en ajoutant des dispositions susceptibles de favoriser de manière renforcée la création de synergies et une approche interdisciplinaire (cf. article 17).

Paragraphe 2

Pour des raisons de transparence budgétaire, il est précisé que chaque composante est dotée d'un budget provenant du budget global de l'Université.

Paragraphe 3

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 15. Facultés

A l'instar de l'article 15 de la loi de 2003, cet article porte sur les facultés.

Paragraphe 1^{er}

La faculté est définie comme entité d'enseignement et de recherche, regroupant des programmes d'études et des domaines de recherche qui relèvent de disciplines voisines faisant partie des domaines énumérés à l'article 31.

Paragraphe 2

L'article 15, paragraphe 3, de la loi de 2003 a fixé à trois le nombre de facultés et en a arrêté les dénominations précises. Dans le paragraphe sous rubrique, la limitation du nombre des facultés à trois est maintenue, par souci d'éviter une dispersion et un fractionnement excessifs au niveau de l'organisation des disciplines de l'Université et de garder l'interdisciplinarité au sein des facultés. Par contre, afin de renforcer l'autonomie structurelle de l'Université, il est proposé de renoncer à inscrire dans la loi les dénominations précises des trois facultés. En effet, la précision selon laquelle la faculté regroupe des disciplines voisines établit le critère fondamental devant présider à la constitution des facultés et est susceptible de fournir, conjointement avec l'énumération des domaines d'enseignement à l'article 31, le cadrage normatif nécessaire en cette matière. La dénomination des facultés est proposée

³⁷ Doc. parl. 5059, p. 31.

par le recteur au moment où celui-ci en propose la création et elle est arrêtée par le conseil de gouvernance au moment où il approuve leur création.

Paragraphe 3

Comme exposé sous l'article 4, paragraphe 1^{er}, le décanat ne figure plus parmi les organes de l'Université et il a été renoncé, dans le présent texte législatif, à la notion même de „décanat“. La fonction de doyen comme dirigeant de la faculté est désormais introduite au chapitre portant sur les composantes de l'Université. De cette façon est établie une claire séparation entre les organes de gouvernance et de décision, d'une part, et les composantes au sein desquelles se déroulent les principales activités de l'Université, d'autre part.

A noter que l'article 28 de la loi de 2003 instaurant le décanat a en outre prévu que le doyen est assisté par un conseil facultaire „qui propose le programme pédagogique de la faculté et le programme de recherche de la faculté dans le cadre du contrat d'établissement“. Dans l'optique d'alléger le processus décisionnel de l'Université et d'éviter un éparpillement des prises de décisions, il est proposé de ne plus inscrire le conseil facultaire dans la loi.

Par analogie avec la procédure de nomination des directeurs des centres interdisciplinaires telle que définie à l'article 16, paragraphe 3, de la loi de 2003, la nomination des doyens relève désormais des attributions du conseil de gouvernance, sur proposition du recteur, étant entendu que les professeurs de la faculté concernée sont appelés à émettre un avis afférent.

A la même occasion est introduite dans la loi la fonction de vice-doyen. Compte tenu de la taille non négligeable des facultés et de l'importance et de la diversité des tâches incombant au doyen, il est indiqué que celui-ci puisse en déléguer une partie à un adjoint.

Le présent paragraphe précise les critères minimums en termes de rang auxquels doivent satisfaire les candidats à la fonction de doyen et de vice-doyen et définit la procédure de nomination.

Paragraphe 4

Alors que l'article 15, paragraphe 4, de la loi de 2003 prévoit que la faculté peut être subdivisée en „sous-structures“, cette notion est ici précisée par l'utilisation de la dénomination de „départements“. En même temps est introduite la fonction de chef de département.

Paragraphe 5

Ce paragraphe prévoit la possibilité, pour la faculté, de mettre en place une ou plusieurs écoles doctorales. Celles-ci regroupent les programmes d'études menant au grade de docteur qui sont offerts au sein de la faculté, sans impliquer de coopération avec un centre interdisciplinaire ou avec une autre faculté.

En effet, la faculté peut offrir à elle seule des programmes menant au grade de docteur, qui sont alors regroupés dans une ou plusieurs écoles doctorales créées au sein de la faculté même. Elle peut aussi, en vertu de l'article 17, paragraphe 1^{er}, mettre en place des écoles doctorales communes avec un ou plusieurs centres interdisciplinaires ou avec une ou deux autres facultés, qui regroupent alors, dans une optique interdisciplinaire et transversale, des programmes d'études communs menant au grade de docteur.

C'est au sein des écoles doctorales que sont dispensés des cours faisant partie des programmes d'études concernés et visant à aider les doctorants à perfectionner leurs compétences méthodologiques et transversales.

Paragraphe 6

Au nom du principe de la transparence quant à l'affectation des ressources humaines et financières au sein de l'Université, le présent paragraphe mentionne les services de support dont peut disposer la faculté.

Paragraphe 7

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 16. Centres interdisciplinaires

A l'instar de l'article 16 de la loi de 2003, cet article porte sur les centres interdisciplinaires.

Paragraphe 1^{er}

Le centre interdisciplinaire est défini comme entité de recherche et de formation doctorale consacrée à des sujets transversaux, faisant intervenir plusieurs disciplines.

Paragraphe 2

L'article 16, paragraphe 6, de la loi de 2003 a limité le nombre de centres interdisciplinaires à trois. Dans le cadre du projet de loi 6283, il a été proposé de porter le nombre maximum à six, étant donné qu'il était évident dès 2011, au moment du dépôt du projet de loi précité, que le modèle des centres interdisciplinaires a fait ses preuves et que les centres en place contribuent considérablement à la bonne renommée de l'Université. L'augmentation projetée du nombre maximal est susceptible de garantir une plus grande flexibilité, sans que soit pour autant favorisé un pullulement excessif de tels centres, qui risquerait de mener à un éclatement de la communauté universitaire.

Étant donné que ce raisonnement est toujours valable et pertinent, il est proposé, dans le cadre du présent projet de loi, de maintenir cette modification. À noter qu'entre-temps, l'Université dispose de trois centres interdisciplinaires, en l'occurrence l'„Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust“ (SnT), le „Luxembourg Centre for Systems Biomedicine“ (LCSB) et l'„Institut d'Histoire du Temps Présent“ (IHTP, Luxembourg), de sorte que le maximum prévu par la loi de 2003 est désormais atteint.

Paragraphe 3

La procédure de nomination des directeurs du centre interdisciplinaire telle que prévue à l'article 16, paragraphe 3, de la loi de 2003 est maintenue, étant entendu que la nomination ne se fait plus sur avis du conseil universitaire mais des professeurs du centre interdisciplinaire concerné, si ce dernier existe déjà. De cette façon est établi le parallélisme avec la procédure de nomination des doyens, qui fait intervenir l'émission d'un avis des professeurs de la faculté concernée.

À l'instar des doyens qui peuvent désormais s'adjoindre un vice-doyen, les directeurs des centres interdisciplinaires obtiennent la possibilité de se faire assister par un directeur adjoint. Il ne faut en effet pas perdre de vue que les centres interdisciplinaires peuvent regrouper plusieurs centaines de collaborateurs.

Paragraphe 4

À l'instar des facultés, les centres interdisciplinaires peuvent être subdivisés en départements, dirigés par un chef de département.

Paragraphe 5

Participant à la formation doctorale, chaque centre interdisciplinaire peut mettre en place une école doctorale, qui regroupe les programmes d'études menant au grade de docteur qui sont offerts au sein de ce centre interdisciplinaire, sans impliquer de coopération avec une faculté ou avec un autre centre interdisciplinaire. En effet, le centre interdisciplinaire peut offrir à lui seul des programmes menant au grade de docteur, qui sont alors regroupés dans une école doctorale créée au sein du centre interdisciplinaire même.

Alors qu'en vertu de l'article 15, paragraphe 5, les facultés peuvent se doter, en leur sein, d'une ou de plusieurs écoles doctorales, il convient de limiter cette possibilité à une seule école doctorale par centre interdisciplinaire, étant donné que les activités de recherche et de formation doctorale des centres interdisciplinaires portent à chaque fois sur un ensemble thématique plus ciblé, de sorte que même si le centre interdisciplinaire propose plusieurs programmes d'études menant au grade de docteur, ceux-ci peuvent sans problème être rassemblés dans une seule école doctorale.

À l'instar des facultés, le centre peut aussi, en vertu de l'article 17, paragraphe 1^{er}, mettre en place des écoles doctorales communes avec une ou plusieurs facultés ou avec un ou plusieurs autres centres interdisciplinaires, qui regroupent alors, dans une optique interdisciplinaire et transversale, des programmes d'études communs menant au grade de docteur.

Paragraphe 6

Au nom du principe de la transparence quant à l'affectation des ressources humaines et financières au sein de l'Université, le présent paragraphe mentionne les services de support dont peut disposer le centre interdisciplinaire.

Paragraphe 7

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 17. Mise en place d'écoles doctorales communes et de plates-formes technologiques communes

Prévoyant la mise en place d'écoles doctorales communes et de plates-formes technologiques communes entre les facultés et les centres interdisciplinaires, les dispositions du présent article sont censées renforcer les synergies entre ces composantes.

Paragraphe 1^{er}

Comme exposé sous les articles 15 et 16, les programmes d'études menant au grade de docteur sont regroupés dans une ou plusieurs écoles doctorales. Alors que chaque faculté et chaque centre interdisciplinaire peut mettre en place sa ou ses propres écoles doctorales, le présent paragraphe crée en outre la possibilité, pour les facultés et les centres interdisciplinaires, de mettre en place, dans une optique résolument transdisciplinaire, une ou plusieurs écoles doctorales conjointes.

Paragraphe 2

Par analogie avec la disposition de l'article 12, paragraphe 3, de la loi des CRP, ce paragraphe prévoit la possibilité, pour les facultés et les centres interdisciplinaires, de se doter de plates-formes communes, dans l'optique d'une utilisation efficace et efficiente des ressources humaines et matérielles – on n'a qu'à penser aux équipements scientifiques lourds et au personnel qui en est en charge.

Paragraphe 3

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 18. Administration centrale

Comme exposé sous l'article 14, paragraphe 1^{er}, cet article institue l'administration centrale comme troisième composante de l'Université. Elle est dirigée par le directeur administratif et financier, qui est engagé par le conseil de gouvernance, sur proposition du recteur.

*

A titre récapitulatif, le tableau synoptique ci-dessous fournit un aperçu sur les procédures de nomination ou de désignation prévues par le présent projet de loi au niveau des organes et des composantes de l'Université:

Tableau synoptique: Les procédures de nomination ou de désignation au niveau des organes et des composantes de l'Université prévues par le projet de loi portant organisation de l'Université du Luxembourg

| | <i>Nomination</i> | <i>Proposition</i> | <i>Avis</i> | <i>Election</i> |
|--|-------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|
| <i>Conseil de gouvernance</i> | Gouvernement en conseil | Ministre de tutelle | | |
| <i>Recteur</i> | Conseil de gouvernance | Comité de recrutement | Conseil universitaire | |
| <i>Vice-recteurs</i> | Conseil de gouvernance | Recteur | Conseil universitaire | |
| <i>Délégué à l'égalité du genre</i> | Recteur | | | |
| <i>Délégué aux aménagements raisonnables</i> | Recteur | | | |

| | <i>Nomination</i> | <i>Proposition</i> | <i>Avis</i> | <i>Election</i> |
|--|--|--|--|---|
| <i>Conseil universitaire</i> | | | | Professeurs des facultés (2 représentants par faculté) |
| | | | | Professeurs des centres interdisciplinaires (2 représentants) |
| | | | | Assistants-chercheurs des facultés (1 représentant par faculté) |
| | | | | Assistants-chercheurs des centres interdisciplinaires (2 représentants) |
| | | | | Personnel administratif, financier et technique (2 représentants) |
| | | | | Délégation étudiante (6 représentants) |
| <i>Doyen (faculté)</i> | Conseil de gouvernance | Recteur | Professeurs de la faculté | |
| <i>Vice-doyen (faculté)</i> | Recteur | Doyen | Professeurs de la faculté | |
| <i>Chef de département (faculté)</i> | Recteur | Doyen | Professeurs du département | |
| <i>Directeur (centre interdisciplinaire)</i> | Conseil de gouvernance | Recteur | Professeurs du centre interdisciplinaire | |
| <i>Directeur adjoint (centre interdisciplinaire)</i> | Recteur | Directeur du centre interdisciplinaire | Professeurs du centre interdisciplinaire | |
| <i>Chef de département (centre interdisciplinaire)</i> | Recteur | Directeur du centre interdisciplinaire | Professeurs du département | |
| <i>Directeur administratif et financier</i> | Engagé et licencié par le conseil de gouvernance | | | |

*

Article 19. Statut du personnel

A l'instar de l'article 29 de la loi de 2003, cet article a trait au statut du personnel de l'Université.

Paragraphe 1^{er}

La loi de 2003 distingue entre deux grands types de personnel: le personnel enseignant-chercheur regroupant le corps académique des enseignants-chercheurs, les enseignants-chercheurs associés et le corps intermédiaire des assistants et des chercheurs, d'une part, et le personnel scientifique, administratif et technique, d'autre part. En ce qui concerne ce dernier groupe, il est proposé de faire abstraction de la notion de „personnel scientifique“ et de distinguer désormais entre le personnel enseignant-chercheur, d'une part, et le personnel administratif, financier et technique, d'autre part. De cette façon est établie une claire distinction entre le personnel intervenant dans le domaine de l'enseignement et de la recherche et le personnel d'ordre administratif, financier et technique. Les personnes engagées en tant que personnel scientifique au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront reclassées, au cas par cas et en fonction de leur profil personnel, parmi les assistants-chercheurs du personnel enseignant-chercheur.

Il est en outre proposé de modifier comme suit les dénominations des différentes catégories du personnel enseignant-chercheur:

| <i>Loi de 2003 (article 29)</i> | <i>Loi en projet (article 19)</i> |
|--|-----------------------------------|
| Corps académique des enseignants-chercheurs | Professeurs |
| Corps intermédiaire des assistants et des chercheurs | Assistants-chercheurs |
| Enseignants-chercheurs associés | Enseignants-chercheurs associés |

Paragraphe 2

A l'instar de la loi de 2003, le présent projet de loi ne prévoit pas de modification pour ce qui est du statut du personnel engagé par l'Université, lequel relève invariablement du régime de droit privé régi par les dispositions du Code du travail.

Paragraphe 3

Par analogie avec l'article 14, paragraphe 3, de la loi des CRP³⁸, le présent paragraphe prévoit la possibilité d'affecter à l'Université des fonctionnaires ou des employés d'organismes publics pour une durée déterminée, à plein temps ou à temps partiel.

Article 20. Liberté académique

A l'instar de l'article 30 de la loi de 2003, cet article traite de la liberté académique.

La liberté académique inclut, outre les libertés constitutionnelles telles que la liberté de pensée et d'expression, la liberté de l'enseignement, de la recherche et des études. Il importe en effet que les activités d'enseignement et de recherche soient libres de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique.

La liberté académique est garantie à l'ensemble du personnel enseignant-chercheur dans les limites définies au présent article.

Article 21. Charte du personnel enseignant-chercheur

A l'instar de l'article 33, alinéa 3, de la loi de 2003, cet article introduit le principe d'une charte du personnel enseignant-chercheur, que chaque enseignant-chercheur est amené à signer au moment de son engagement à l'Université.

Prévue d'être annexée au règlement d'ordre intérieur, la charte définit les droits et obligations des enseignants-chercheurs, ainsi que les rôles, les responsabilités et les prérogatives de l'Université, qui s'orientent aux principes généraux et conditions de base de la recommandation de la Commission du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur. A noter au demeurant qu'une approche analogue a été retenue à l'article 15 de la loi des CRP.

La charte du personnel enseignant-chercheur constitue désormais, *mutatis mutandis*, le pendant de la charte des usagers, prévue à l'article 42.

Article 22. Autorisation à diriger des recherches

A l'instar de l'article 31 de la loi de 2003, cet article porte sur l'autorisation à diriger des recherches.

L'article propose une définition de la notion d'autorisation à diriger des recherches et prévoit que les professeurs et les professeurs affiliés se voient conférer d'office ce droit au moment de leur nomination à l'Université.

Les autres membres du personnel enseignant-chercheur, de même que des chercheurs engagés auprès d'un autre organisme de recherche (cf. centres de recherche publics, Max-Planck-Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law, etc.) peuvent également se voir accorder l'autorisation à diriger des recherches au terme de la procédure décrite au paragraphe 2 de l'article sous rubrique.

L'élargissement du champ des bénéficiaires de l'autorisation à diriger des recherches, tant aux professeurs affiliés qu'à des chercheurs externes à l'Université, est aussi à mettre en relation avec la convention de collaboration pour la formation doctorale conjointe, qui a été signée le 26 octobre 2016 par les responsables de l'Université du Luxembourg et de quatre institutions de recherche luxembour-

³⁸ Cette disposition avait été ajoutée au projet de loi 6527, qui est devenu la loi des CRP, suite à une recommandation afférente émise par le Conseil d'Etat dans son avis du 12 juillet 2013 (doc. parl. 6527⁴, p. 9).

geoises, à savoir le Luxembourg Institute of Health (LIH), le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ainsi que le Max-Planck-Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI). Cette convention règle les modalités de la formation doctorale conjointe entre l'Université et les institutions de recherche. L'encadrement des doctorants pourra désormais être assuré par une des institutions signataires, étant entendu que les grades de docteur seront décernés par l'Université.

Article 23. Activités accessoires du personnel enseignant-chercheur

Par cet article, les dispositions de l'article 37 de la loi de 2003 relatives aux activités accessoires se trouvent étendues à l'ensemble du personnel enseignant-chercheur à tâche complète engagé par l'Université. Ont été ajoutées en outre l'obligation de notifier au conseil de gouvernance la décision d'autorisation prise par le recteur, ainsi que la précision selon laquelle les activités accessoires des membres du rectorat doivent être autorisées par le conseil de gouvernance.

Article 24. Professeurs

Cet article porte sur la catégorie des professeurs, désignée de corps académique des enseignants-chercheurs à l'article 32 de la loi de 2003.

Paragraphe 1^{er}

Il est proposé de modifier comme suit les dénominations des sous-catégories composant cette catégorie:

| <i>Loi de 2003 (article 32)</i> | <i>Loi en projet (article 24)</i> |
|--|-----------------------------------|
| <i>Corps académique des enseignants-chercheurs</i> | <i>Professeurs</i> |
| Professeurs | Professeurs ordinaires |
| Assistants-professeurs | Professeurs associés |
| / | Professeurs assistants |
| Chargés d'enseignement | / |
| Chargés de cours | / |

Les sous-catégories des chargés d'enseignement et des chargés de cours, qui avaient sans doute leur raison d'être lors de la reprise par l'Université des institutions d'enseignement supérieur en 2003, se trouvent ainsi abolies, étant entendu que la suppression de la fonction de chargé d'enseignement était déjà prévue par le projet de loi 6283. En vertu de la loi de 2003, les chargés d'enseignement et les chargés de cours doivent être titulaires d'un master ou d'une maîtrise; ils ne sont donc pas obligés d'être détenteurs d'un grade de docteur. Dans le projet de loi 6283, l'abolition projetée de la fonction de chargé d'enseignement avait été motivée par le principe en vertu duquel, de façon générale, les enseignants-chercheurs doivent être détenteurs d'un grade de docteur. Il était proposé de maintenir uniquement une dérogation pour les chargés de cours, appelés à assurer des cours dans certains programmes professionnels.

Dans le présent article, il est choisi de renoncer également à la fonction de chargé de cours et de généraliser ainsi l'obligation pour les membres du corps professoral d'être détenteurs d'un grade de docteur. Il s'agit de se conformer ainsi aux standards internationaux. Les cours requérant l'intervention d'experts professionnels pourront être assurés par des enseignants vacataires, qui, eux, ne sont pas soumis à l'obligation de détenir un grade de docteur.

L'article 61, paragraphe 2, règle le reclassement des enseignants-chercheurs en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. Les chargés de cours et les chargés d'enseignement concernés se trouvent ainsi reclassés dans la catégorie des professeurs assistants. Il s'agit d'une cinquantaine de personnes qui sont concernées.

Paragraphes 2 à 4

Au nom du principe de la transparence et dans l'optique de l'assurance de la qualité, ces paragraphes fixent les critères minimums auxquels doivent satisfaire les candidats aux postes de professeur ordi-

naire, professeur associé et professeur assistant. Ces critères suivent les standards internationaux pour le recrutement de professeurs universitaires.

Le titre de professeur ordinaire constitue le rang académique supérieur au sein de l'Université. Son détenteur dispose d'une réputation et d'une expertise internationales, reconnues par la commission de recrutement sur base de la qualité de ses travaux de recherche dans des publications internationales. Il est titulaire d'une chaire et est responsable de l'enseignement et de la recherche dans le domaine dans lequel il est engagé, ainsi que des tâches de gestion et d'organisation qui y sont liées.

Le détenteur du titre de professeur associé dispose d'une réputation reconnue par la commission de recrutement sur base de la qualité de ses travaux de recherche dans des publications internationales. Il est titulaire d'une chaire et est responsable de l'enseignement et de la recherche dans le domaine spécifique dans lequel il est engagé et il participe dans une moindre mesure aux tâches de gestion et d'organisation qui y sont liées.

Le titre de professeur assistant permet de donner la possibilité à de jeunes enseignants-chercheurs prometteurs d'entrer dans le corps professoral sans qu'ils disposent déjà de toute l'expérience requise pour accéder aux deux catégories supérieures de ce corps. Il s'agit donc d'une mesure importante pour favoriser la relève académique et scientifique.

Article 25. Fonctions des professeurs

Par cet article, les dispositions de l'article 33 de la loi de 2003, portant sur les fonctions des professeurs, sont revues et adaptées.

Y sont ajoutées deux dispositions prévues par le projet de loi 6283 pour l'article 35 de la loi de 2003, à savoir le principe selon lequel les professeurs exercent leur fonction comme activité professionnelle principale, ainsi que l'obligation pour les professeurs de ne pas seulement tenir à jour leurs compétences scientifiques mais de veiller aussi à un perfectionnement de leurs compétences pédagogiques.

Par ailleurs est ajoutée une disposition portant introduction de l'obligation, pour tous les professeurs tels que visés par l'article 24, à l'exception du recteur, d'assumer une tâche minimum d'enseignement dans les programmes d'études menant aux grades de bachelor ou de master. Cette tâche est fixée à 30 unités d'enseignement par année académique, ce qui correspond à deux unités hebdomadaires pendant un semestre, soit à une unité hebdomadaire pendant l'année académique. L'Université étant appelée à assurer un lien étroit entre enseignement et recherche (cf. article 3, paragraphe 2), il importe en effet que tous les professeurs interviennent aussi dans l'enseignement dispensé aux niveaux de bachelor et de master et contribuent ainsi à transmettre aux étudiants les résultats les plus récents de la recherche et à les initier, dès les études menant au grade de bachelor, aux principes fondamentaux de la recherche.

Article 26. Recrutement et promotion

Par cet article, les dispositions de l'article 34 de la loi de 2003, consacrées à la procédure de nomination des professeurs, sont précisées et complétées. L'évaluation institutionnelle de 2016, réalisée par l'agence IEP (*Institutional Evaluation Programme*), cite les perspectives de carrière des chercheurs parmi les points qui nécessitent des améliorations au sein de l'Université.

Paragraphe 1^{er}

Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 34 de la loi de 2003 sont *grosso modo* reprises au paragraphe sous rubrique. Comme prévu par le projet de loi 6283, la désignation de „commission de nomination“ est remplacée par celle de „commission de recrutement“. Par ailleurs, dans la voie tracée par le projet de loi 6283, cette commission n'est plus nécessairement présidée par le doyen de la faculté, mais par un président nommé par le recteur. En effet, au vu du nombre de disciplines représentées au sein d'une faculté, le doyen n'est pas forcément le spécialiste requis pour juger de la solidité scientifique du postulant et de son adéquation au profil demandé. Est ajoutée en outre la possibilité pour le recteur de demander l'avis d'un expert externe.

Paragraphe 2

Au paragraphe 2, les dispositions de l'article 34 de la loi de 2003 concernant la procédure de nomination par appel sont précisées. La procédure de nomination par appel est réservée aux postes de professeur ordinaire, donc au rang académique supérieur au sein de l'Université, et vise des candidats qui disposent d'une réputation et d'une expertise internationalement reconnues.

Paragraphe 3

Dans la voie tracée par le projet de loi 6283, ce paragraphe introduit, au sein de la catégorie des professeurs telle que visée par l'article 24, la possibilité d'une promotion interne. Si l'annonce publique et la mise en compétition des candidats doivent rester la règle générale, il importe aussi d'offrir, à un nombre limité d'enseignants-chercheurs qui n'ont pas été engagés sous la procédure de prétitularisation conditionnelle, la perspective d'un avancement. Cette disposition permet de fidéliser des collaborateurs ayant fait leurs preuves ou des collaborateurs particulièrement prometteurs, qui autrement poursuivraient peut-être leur carrière auprès d'une autre université.

La période d'activité dont l'intéressé doit pouvoir se prévaloir reste fixée à cinq ans, soit soixante mois, comme prévu dans le cadre des amendements parlementaires du 29 mars 2012 au projet de loi 6283³⁹. Le contingent des postes concernés est porté de dix pour cent de l'ensemble des postes de la catégorie concernée, tel que prévu par le projet de loi 6283, à vingt pour cent des nouvelles nominations, étant entendu que la prétitularisation conditionnelle n'est pas vue comme une promotion interne. Si la promotion interne doit rester l'exception, le taux de dix pour cent risquerait de réduire le nombre d'enseignants-chercheurs susceptibles d'en bénéficier à une portion à peine congrue et d'en faire un phénomène tout à fait marginal.

Paragraphe 4

Ce paragraphe innove en introduisant une autre forme de perspective de carrière, à savoir la prétitularisation conditionnelle, également connue sous la désignation anglaise de „tenure track“. Il s'agit d'une procédure qui permet d'être nommé professeur associé avec possibilité de titularisation au rang de professeur ordinaire après une évaluation favorable de l'exercice des fonctions du candidat au plus tard 48 mois après son engagement à l'Université, ou d'être nommé professeur assistant avec possibilité de titularisation au rang de professeur associé après une évaluation favorable de l'exercice des fonctions du candidat au plus tard 48 mois après son engagement à l'Université.

Cette évaluation est organisée par le recteur, qui installe une commission d'évaluation composée de cinq membres externes et indépendants de l'Université afin d'éviter un automatisme dans la procédure de prétitularisation conditionnelle. Le recteur procède soixante mois après l'engagement du candidat auprès de l'Université à la promotion de ce dernier si l'avis de la commission d'évaluation est favorable. Dans le cas contraire, le candidat reste dans la même catégorie dans laquelle il a été engagé ou il peut quitter l'Université.

Paragraphe 5

Par analogie avec le paragraphe 3, ce paragraphe introduit la possibilité d'une promotion interne d'un maître-assistant, faisant partie de la catégorie des assistants-chercheurs, au poste de professeur assistant. Pour bénéficier d'une telle promotion, l'intéressé ne doit pas seulement pouvoir se prévaloir d'une période d'activité de cinq ans, soit de soixante mois, au sein de l'Université, mais avoir également poursuivi, après l'obtention du grade de docteur, une période obligatoire d'au moins un an auprès d'une université ou d'une institution de recherche publique étrangère. Il s'agit d'éviter ainsi qu'un jeune enseignant-chercheur accomplisse l'ensemble de sa carrière scientifique et académique à l'Université. La mobilité géographique transnationale constitue en effet un élément important dans la carrière des enseignants-chercheurs, dans la mesure où elle favorise la circulation et un enrichissement mutuel des connaissances.

Paragraphe 6

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 27. Congé scientifique

Par cet article, les dispositions de l'article 36 de la loi de 2003, ayant trait au congé scientifique, sont précisées.

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe définit les objectifs du congé scientifique, qui correspond à un congé sabbatique.

³⁹ Doc. parl. 6283⁶, p. 6.

Paragraphe 2

Reprenant, *mutatis mutandis*, les dispositions de l'article 36, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003, ce paragraphe étend au professeur associé le bénéfice du congé scientifique qui était jusqu'à présent réservé aux professeurs ordinaires (nouvelle dénomination des professeurs évoqués dans la loi de 2003). Il souligne que ce congé est toujours attribué pour une période continue, définit les modalités de comptabilisation des périodes de service de sept ans dont doit se prévaloir l'intéressé et précise que les périodes de congé scientifique ne sont pas cumulables.

Paragraphes 3 et 4

Le paragraphe 3 reprend, *mutatis mutandis*, les dispositions de l'article 36, paragraphe 2, de la loi de 2003, concernant les professeurs ayant exercé un mandat au niveau du rectorat ou d'une composante de l'Université. Il est précisé que les personnes visées peuvent prétendre à un congé scientifique d'une période de six mois par mandat entier et que ces périodes sont cumulables. Il s'agit de permettre à l'intéressé de faire valoir ses droits une fois qu'il a cessé ses fonctions.

Le paragraphe 4 précise que les périodes de congé scientifique auxquelles peuvent prétendre les professeurs ayant exercé un des mandats visés ne sont pas cumulables avec celles découlant de l'exercice de la fonction de professeur ordinaire ou de professeur associé. Le congé scientifique ne peut donc pas être doublé.

Paragraphes 5 et 6

Ces paragraphes ne nécessitent pas de commentaire.

Article 28. Assistants-chercheurs

Cet article porte sur la catégorie des assistants-chercheurs, désignée de „corps intermédiaire des assistants et des assistants-chercheurs“ à l'article 40 de la loi de 2003.

Paragraphe 1^{er}

Il est proposé de modifier comme suit les dénominations des sous-catégories composant ce groupe:

| <i>Loi de 2003 (article 40)</i> | <i>Loi en projet (article 28)</i> |
|--|-----------------------------------|
| <i>Corps intermédiaire des assistants et des assistants-chercheurs</i> | <i>Assistants-chercheurs</i> |
| / | Maîtres-assistants |
| Assistants-chercheurs | Assistants-postdoctorants |
| Assistants | Assistants-doctorants |

A noter que les termes d'„assistants-doctorants“ et d'„assistants-postdoctorants“ étaient déjà proposés dans le projet de loi 6283.

Y est ajoutée une troisième catégorie, celle des maîtres-assistants. Le maître-assistant est titulaire d'un grade de docteur et souvent un postdoctorant expérimenté. Il est un enseignant-chercheur qui dispose déjà d'une expérience avérée en termes d'activités de recherche et d'enseignement et qui mène souvent déjà un ou plusieurs projets de recherche. A rappeler que le maître-assistant est susceptible de bénéficier, sous certaines conditions, d'une promotion au poste d'assistant-professeur (cf. article 26, paragraphe 5).

Paragraphes 2 à 4

Au nom du principe de la transparence et dans l'optique de l'assurance de la qualité, ces paragraphes fixent les critères minimums auxquels doivent satisfaire les candidats aux postes de maître-assistant, d'assistant-postdoctorant et d'assistant-doctorant. Pour les deux dernières catégories, les dispositions du projet de loi 6283 sont *grosso modo* reprises.

Article 29. Professeur affilié, professeur invité et professeur à titre honoraire

Les articles 29 et 30 du présent projet de loi portent sur les enseignants-chercheurs associés, qui interviennent, à différents niveaux, dans l'enseignement et la formation doctorale ou qui participent aux activités de recherche, sans exercer leur fonction comme activité professionnelle principale auprès de l'Université.

Les membres des catégories visées à l'article 29 sont amenés à assumer des fonctions similaires aux professeurs visés à la section II du présent chapitre.

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe introduit la nouvelle sous-catégorie du professeur affilié. Le professeur affilié est un chercheur confirmé, titulaire d'un grade de docteur et disposant d'une réputation fondée sur la qualité de ses travaux de recherche dans des publications internationales ou dans des ouvrages reconnus et engagé souvent comme directeur général ou directeur de département auprès d'un des organismes de recherche visés à l'alinéa 2. A noter que l'énumération de l'alinéa 2 correspond à celle des organismes pouvant bénéficier d'une intervention du Fonds National de la Recherche en vertu de l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public.

Le recrutement de tels professeurs conjoints a été inscrit dans le contrat d'établissement 2014-2017 de l'Université dans le cadre de la révision à mi-terme (début 2016), au même titre que la mise en place de programmes de formation doctorale conjoints (cf. article 22).

Dans cet ordre d'idées, les professeurs affiliés se voient conférer d'office, au moment de leur nomination auprès de l'Université, l'autorisation à diriger des recherches.

Paragraphe 2

A l'instar de l'article 38 de la loi de 2003, ce paragraphe porte sur le professeur invité. Le professeur invité peut être amené à couvrir temporairement la charge d'enseignement d'un membre du corps professoral en congé sabbatique. Le libellé actuel est revu, adapté et complété dans la voie tracée par le projet de loi 6283. Par analogie avec la procédure concernant les autres fonctions visées par le présent article, la nomination des professeurs invités relève désormais du conseil de gouvernance, et non plus du rectorat, et le terme de nomination de maximum trois ans est renouvelable.

Paragraphe 3

Ce paragraphe introduit la nouvelle sous-catégorie du professeur à titre honoraire. Cette fonction permet de distinguer, en raison de leur savoir et de leur expérience, des personnes particulièrement méritantes dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche du Grand-Duché de Luxembourg.

Article 30. Enseignants vacataires

Par cet article, les dispositions de l'article 39 de la loi de 2003, consacrées aux enseignants vacataires, sont revues et adaptées.

Le volume maximum d'unités d'enseignement hebdomadaires de ces intervenants externes est porté de trois à quatre, et le seuil dérogatoire prévu dans la loi de 2003 pour les remplacements ne pouvant dépasser une année passe de quatre à six unités d'enseignement. Ces modifications sont censées conférer à l'Université une flexibilité accrue dans le recours à des intervenants externes, dotés d'une expertise dans un domaine spécifique, étant entendu que cette approche constitue une preuve tangible de l'ouverture de l'Université sur son environnement.

Il est désormais précisé que les enseignants vacataires ne sont ni éligibles ni électeurs aux fonctions statutaires de l'Université. Dans cet ordre d'idées, afin de distinguer clairement les enseignants vacataires des enseignants-chercheurs qui exercent leur fonction comme activité professionnelle principale à l'Université, il est renoncé à leur conférer des titres tel que le prévoit l'article 39, paragraphe 3, de la loi de 2003.

La procédure de nomination des enseignants vacataires reste inchangée.

En résumé, les modifications apportées par les articles 29 et 30 à la catégorie des enseignants-chercheurs associés se présentent comme suit:

| <i>Loi de 2003 (articles 38 et 39)</i> | <i>Loi en projet (articles 29 et 30)</i> |
|--|--|
| <i>Enseignants-chercheurs associés</i> | <i>Enseignants-chercheurs associés</i> |
| / | Professeurs affiliés |
| Professeurs invités | Professeurs invités |
| / | Professeurs à titre honoraire |
| Enseignants vacataires | Enseignants vacataires |

Article 31. Domaines d'enseignement

Cet article est censé remplacer l'article 4 de la loi de 2003, qui énumère les différentes disciplines dans lesquelles l'Université peut organiser des enseignements. Dans sa version actuelle, cette énumération est assez restrictive et ne correspond plus entièrement aux sciences représentées de nos jours à l'Université. Il ne faut en effet pas perdre de vue que les sciences sont en constante évolution et que les frontières entre les différentes disciplines sont fluides et mouvantes.

Dans cette optique, la version initiale du projet de loi 6283 avait prévu de permettre à l'Université de définir elle-même ses domaines d'enseignement, par le biais du règlement des études. Or, dans son avis du 17 janvier 2012, le Conseil d'Etat a rappelé, sous peine d'opposition formelle, que „tout ce qui est relatif à l'organisation pédagogique de l'enseignement constitue une matière réservée à la loi“⁴⁰ et il a suggéré un libellé comportant une énumération des grands domaines d'enseignement.

Dans le cadre du présent projet de loi, il est proposé de reprendre dans ses grandes lignes le libellé suggéré par le Conseil d'Etat, tout en l'alignant sur la classification des domaines scientifiques et technologiques établie par le *Manuel de Frascati*⁴¹.

Article 32. Principes de mise en œuvre

Pour l'organisation de l'enseignement dispensé à l'Université, la loi de 2003 a tenu compte des développements intervenus au cours des années précédentes dans la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et a adopté l'architecture préconisée dans le cadre du processus de Bologne. Celle-ci est fondée sur une structuration en trois niveaux d'études, menant respectivement aux grades de bachelor, de master et de docteur. Afin de garantir la lisibilité et la comparabilité des grades décernés, la loi de 2003 a introduit le système européen d'unités transférables et capitalisables, dit système ECTS (*European Credit Transfer System*), ainsi que le principe du supplément au diplôme (*diploma supplement*), renseignant sur les connaissances et compétences acquises (*learning outcomes*).

En s'engageant, dès 2003, dans le processus de Bologne, le Luxembourg a su se positionner résolument sur l'échiquier académique européen en jouant un rôle de précurseur, dans la mesure où peu d'autres Etats avaient à ce moment déjà adapté en ce sens leurs législations nationales respectives.

L'article sous rubrique propose une refonte des articles 5 et 6 de la loi de 2003, qui introduisent la structuration de l'enseignement fondée sur les trois niveaux précités.

Paragraphe 1^{er}

L'énumération des trois niveaux d'études est complétée par la mention des niveaux correspondants respectifs du cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ). A préciser que le cadre luxembourgeois des qualifications, adopté par le Gouvernement en conseil dès 2012, s'est vu conférer une base légale par l'article 69 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Il fournit un aperçu exhaustif et systématique des certifications pouvant être obtenues dans le système d'éducation et de formation luxembourgeois et, par analogie, permet un classement dans ce cadre des diplômes étrangers reconnus équivalents. Il recense actuellement toutes les certifications allant de la fin de l'obligation scolaire à l'enseignement supérieur, en passant par l'enseignement secondaire, l'enseignement secondaire technique et la formation professionnelle.

⁴⁰ Doc. parl. 6283⁴, p. 8.

⁴¹ Le *Manuel de Frascati. Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental* a été publié en 2002 par l'OCDE et est, depuis, régulièrement mis à jour. La classification révisée en 2006 des domaines scientifiques et technologiques peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.oecd.org/fr/sti/inno/38271038.pdf>.

Une autre innovation réside dans l'abrogation de la différenciation introduite par l'article 6 de la loi de 2003 entre les formations et diplômes de bachelor et de master à caractère académique, d'une part, et à caractère professionnel, d'autre part (bachelor/master académique – bachelor/master professionnel). Cette modification a été déjà préconisée par le projet de loi 6283 et retenue telle quelle dans le texte coordonné de novembre 2013 (doc. parl. 6283¹⁰). Saluée par les chambres professionnelles dans leurs avis respectifs sur le projet de loi 6283, cette mesure est motivée par le fait que l'organisation des études en termes d'objectifs d'apprentissage et les critères d'employabilité auxquels les formations doivent répondre rendent cette distinction obsolète. Par ailleurs, la nomenclature des diplômes du processus de Bologne ne connaît pas non plus cette distinction, ce qui dès lors pourrait porter entrave à la reconnaissance des diplômes par les autorités compétentes étrangères. A préciser que l'abrogation de la différenciation entre les diplômes à caractère académique et professionnel ne signifie nullement que toutes les formations soient désormais d'office de nature académique. Certains programmes d'études peuvent encore et toujours comporter des éléments de nature professionnalisante.

Paragraphe 2

Par ce paragraphe est introduite la possibilité pour l'Université d'organiser des études spécialisées en médecine débouchant sur un diplôme afférent. Il s'agira, d'une part, de l'actuelle formation spécifique en médecine générale, qui sera ainsi pleinement intégrée à l'Université et à laquelle pourront s'ajouter une ou plusieurs formations de spécialisation médicale dans des disciplines comme la neurologie ou l'oncologie.

Paragraphe 3

Ce paragraphe précise que les diplômes visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont des diplômes nationaux et donc inscrits d'office au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, conformément à l'article 68 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Si en vertu de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, les formations dispensées par l'Université sont définies comme partie intégrante de l'enseignement supérieur national, il s'avère utile d'explicitier dans la présente loi le caractère national des diplômes dispensés par l'Université.

Paragraphe 4

Dans l'optique de l'encouragement de la formation tout au long de la vie (*lifelong learning*), ce paragraphe confère le droit à l'Université de délivrer, à côté des diplômes mentionnés aux paragraphes 1^{er} et 2, des certificats sanctionnant des formations continues et professionnelles relevant de l'enseignement supérieur. Les formations visées dans le présent paragraphe se caractérisent donc par le fait qu'elles mènent à un certificat, et non pas à un diplôme. Il peut s'agir de formations dites „qualifiantes“, telles que la formation complémentaire des experts-comptables et la formation complémentaire des réviseurs d'entreprises, actuellement offertes à l'Université en partenariat avec des institutions publiques, ou encore de toutes sortes d'autres formations continues d'enseignement supérieur, débouchant sur un certificat. A titre d'exemples, l'Université offre actuellement, entre autres, une formation continue „Lëtzebuenger Sprooch a Kultur“, une formation continue en langue, culture et société italiennes, une formation continue en aménagement du territoire ou encore une formation continue débouchant sur un certificat „Tutoring/Mentoring im Bildungsbereich“.

Paragraphe 5

Par ce paragraphe, il s'agit d'assurer que tous les programmes de formation de l'Université qui préparent à des professions réglementées soient conformes aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces professions. Il importe en effet que les titres de formation délivrés par l'Université en cette matière puissent être reconnus sans faille par les autorités compétentes en vue de l'accès à la profession visée.

Paragraphe 6

Ce paragraphe introduit le principe du multilinguisme au niveau des programmes menant aux grades de bachelor et de master. Il s'agit d'un des principes fondateurs de l'Université, mis en exergue dès 2003. Alors que dans la loi de 2003, le caractère multilingue de l'enseignement est mentionné à l'article 3, parmi les principes fondamentaux régissant le fonctionnement de l'Université, il se trouve

désormais intégré, dans l'optique d'une structuration plus conséquente du dispositif, au chapitre consacré à l'enseignement. A noter au demeurant que dans le contexte de restructuration du dispositif, la plupart des principes évoqués à l'article 3 de la loi de 2003 ont été intégrés aux chapitres correspondants. Il va sans dire que cette réorganisation du texte ne remet nullement en cause l'importance primordiale des principes concernés.

Il est évident que certaines matières d'enseignement ne permettent pas une application complète du principe du multilinguisme – cela vaut par exemple pour les programmes d'études de lettres, consacrés à une langue déterminée. Aussi le libellé prévoit-il la possibilité de déroger à ce principe en cas d'incompatibilité évidente avec l'objet du programme d'études.

Article 33. Accès aux études

Comme il ressort des définitions afférentes proposées aux points 1 et 2 de l'article 1^{er}, il convient d'établir une distinction entre la procédure d'accès aux études, visant à vérifier que le candidat remplit les conditions générales en vue d'entreprendre des études supérieures à un niveau donné, et la procédure d'admission à un programme d'études donné, visant à vérifier que le candidat remplit, outre les conditions générales, les conditions spécifiques en vue de suivre le programme concerné.

Le présent article établit les conditions générales d'accès aux études des différents niveaux offerts à l'Université (bachelor, master, doctorat, études spécialisées en médecine).

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe fixe les conditions générales d'accès aux études menant au grade de bachelor. Le libellé de l'article 12, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003 est adapté aux dispositions législatives et réglementaires actuelles, notamment par la mention, en relation avec le diplôme de technicien, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, ainsi que par l'ajout, à l'énumération des diplômes éligibles, du diplôme d'accès aux études supérieures, voie de formation offerte à l'Ecole de la 2e Chance depuis 2016-2017.

Paragraphe 2

Ce paragraphe fixe les conditions générales d'accès aux études menant au grade de master, sur base d'une adaptation du libellé de l'article 12, paragraphe 3, de la loi de 2003. Les détenteurs d'un titre de formation autre qu'un diplôme de bachelor ont accès à ces études à condition que le titre de formation visé soit inscrit au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, visé par l'article 68 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et qu'il ait été reconnu comme correspondant au niveau 6 du cadre luxembourgeois des qualifications, c'est-à-dire au niveau dans lequel figurent également les diplômes de bachelor.

Paragraphe 3

Ce paragraphe fixe les conditions générales d'accès aux études menant au grade de docteur, sur base d'une adaptation du libellé de l'article 12, paragraphe 3, de la loi de 2003. Les détenteurs d'un titre de formation autre qu'un diplôme de master ont accès à ces études à condition que le titre de formation visé soit inscrit au registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur, visé par l'article 68 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et qu'il ait été reconnu comme correspondant au niveau 7 du cadre luxembourgeois des qualifications, c'est-à-dire au niveau dans lequel figurent également les diplômes de master.

Paragraphe 4

Ce paragraphe fixe les conditions générales d'accès aux études spécialisées en médecine.

Paragraphe 5

Ce paragraphe introduit, comme condition d'accès supplémentaire à celles faisant l'objet des paragraphes 1^{er} à 4, l'obligation d'affiliation à un régime légal d'assurance maladie, tant pour les étudiants que pour les auditeurs visés à l'article 1^{er}, points 9a) et 9b). Il reprend le libellé proposé à cet effet par le Conseil d'Etat dans son avis du 17 janvier 2012 dans le cadre de l'instruction du projet de loi 6283 (nouveau paragraphe 7 de l'article 12 de la loi de 2003). Comme signalé à l'exposé des motifs, les modifications qu'il convient d'apporter dans ce même contexte au Code de la sécurité sociale ont été reprises dans le projet de loi 7004 modifiant le Code de la sécurité sociale.

Paragraphe 6

Ce paragraphe précise que pour accéder aux études menant à un des diplômes visés aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 32, les ressortissants de pays tiers doivent en outre disposer d'une autorisation de séjour. Les détails de la procédure d'inscription, impliquant une étroite collaboration entre l'Université et la Direction de l'immigration sont précisés au règlement des études.

Paragraphe 7

L'accès aux études est en outre subordonné au paiement des frais d'inscription tels qu'arrêtés par le conseil de gouvernance.

Article 34. Validation des acquis de l'expérience

Cet article, consacré à la procédure de validation des acquis de l'expérience, propose une révision et une refonte des dispositions de l'article 9 et de l'article 12, paragraphes 2 et 4, de la loi de 2003. L'examen spécial prévu aux paragraphes 2 et 4 de l'article 12 précité est supprimé en tant que tel, mais il a été veillé à ce que les cas de figure visés par cet examen puissent désormais être pris en compte dans le cadre de la procédure de validation des acquis de l'expérience.

La procédure définie à l'article sous rubrique distingue deux types de validation: une validation des acquis en vue de l'accès aux études menant aux grades de bachelor et de master (paragraphe 1^{er}), et une validation des acquis en vue d'une dispense partielle de certains éléments d'un programme d'études, exprimée en termes de crédits ECTS (paragraphe 2).

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe établit le principe d'une validation des acquis de l'expérience en vue de l'accès aux études menant aux grades de bachelor et de master. Ce principe ne vaut donc ni pour les études menant au grade de docteur, ni pour les études menant au diplôme d'études spécialisées en médecine.

Le fait que pour l'accès aux études menant au grade de bachelor peuvent désormais également être pris en compte des études d'enseignement secondaire, d'enseignement secondaire technique ou de formation professionnelle suivies par le candidat et ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 32, paragraphe 1^{er}, vise à prendre en compte les cas qui étaient jusqu'à présent couverts par l'examen spécial d'entrée. Il peut s'agir soit de candidats dont le diplôme de fin d'études n'est pas reconnu équivalent par le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions, dans la mesure où l'Etat d'origine du candidat n'a pas ratifié les Conventions du Conseil de l'Europe de Paris et/ou de Lisbonne sur la reconnaissance mutuelle des diplômes, soit de titulaires d'un diplôme de technicien ne correspondant pas à la spécialité visée.

Paragraphe 2

Ce paragraphe établit le principe d'une validation des acquis de l'expérience en vue d'une dispense partielle de certains éléments d'un programme d'études menant aux grades de bachelor ou de master, ou au diplôme d'études spécialisées en médecine. Le fait que le candidat concerné doit toutefois suivre à l'Université des cours correspondant à au moins 60 crédits ECTS du programme d'études concerné exclut qu'un candidat obtienne une dispense totale et se voie attribuer le diplôme sans avoir suivi le moindre enseignement à l'Université. Cette modification tient compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 1^{er} juillet 2003 relatif au projet de loi 5059, qui est devenu la loi de 2003⁴².

Paragraphe 3

En vue de la validation des acquis de l'expérience, deux jurys sont mis en place dans chaque faculté: un jury pour la validation des acquis résultant d'études antérieures et un jury pour la validation des acquis résultant d'une expérience professionnelle. Alors que le premier jury est exclusivement composé d'enseignants-chercheurs de l'Université, l'autre comprend aussi des représentants du milieu professionnel concerné.

Paragraphe 4

Ce paragraphe définit les éléments faisant partie intégrante de la procédure de validation des acquis de l'expérience. Celle-ci comporte obligatoirement l'examen du dossier constitué par le candidat, et peut en outre impliquer un entretien, un examen ou une mise en situation.

⁴² Doc. parl. 5059⁷, p. 6.

Paragraphe 5

En vertu de ce paragraphe, dans l'optique d'une simplification des procédures, les dispenses partielles portant sur moins de 60 crédits ECTS peuvent être accordées par le jury d'examen du programme d'études concerné.

Paragraphe 6

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 35. Admission aux programmes d'études

Comme signalé sous l'article 33, il convient d'établir une distinction entre la procédure d'accès aux études, visant à vérifier que le candidat remplit les conditions générales en vue d'entreprendre des études supérieures à un niveau donné, et la procédure d'admission à un programme d'études donné, visant à vérifier que le candidat remplit, outre les conditions générales, les conditions spécifiques en vue de suivre le programme concerné.

Le présent article porte sur la vérification des conditions spécifiques en vue de l'admission du candidat à un programme d'études déterminé.

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe définit les éléments pouvant faire partie de la procédure de vérification des conditions particulières en vue de l'admission à un programme d'études donné et introduit une obligation de publier les informations y relatives au moins trois mois avant le contrôle ou l'épreuve.

Paragraphe 2

Ce paragraphe définit les éléments pouvant entrer en ligne de compte en vue de l'établissement d'un classement au cas où le nombre de candidats pour un programme d'études dépasse le nombre de places disponibles. Il introduit en outre une obligation de publier les informations y relatives au moins trois mois avant le contrôle ou l'épreuve.

Paragraphe 3

Le principe d'une admission conditionnelle à un programme d'études a été déjà prévu par le projet de loi 6283 (nouveau paragraphe 6 prévu à l'article 12 de la loi de 2003). Dans le présent paragraphe, la procédure afférente est précisée.

Paragraphe 4

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Article 36. Création et organisation des programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master et au diplôme d'études spécialisées en médecine

Cet article porte sur la création et l'organisation des programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master et au diplôme d'études spécialisées en médecine.

Comme signalé dans l'exposé des motifs, les dispositions relatives aux études que comporte la loi de 2003 elle-même ne sont plus susceptibles de constituer un cadrage normatif suffisant à l'aune des dispositions constitutionnelles actuelles et des interprétations y relatives. De ce fait, il a été jugé indiqué de reprendre, *mutatis mutandis*, aux articles 36 à 38 du présent projet de loi, bon nombre des dispositions du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg et du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg. A la même occasion, ces dispositions ont pu être soumises à une révision et adaptées aux besoins actuels de l'Université.

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe introduit le principe de l'organisation des études sur base de programmes d'études, dirigés à chaque fois par un directeur de programme et pouvant être subdivisés en filières.

Paragraphe 2

Ce paragraphe définit, conformément aux principes préconisés dans le cadre du processus de Bologne, la structuration du programme d'études sur base d'un plan d'études, de modules et de cours,

ces derniers étant tous dotés d'un certain nombre de crédits ECTS. La valeur ainsi attribuée à un cours tient compte de la quantité ou charge de travail (*workload*) que l'étudiant est appelé à investir dans le cours en question. Dans le système ECTS, 60 crédits représentent une année académique et 30 crédits un semestre. Les minimums de crédits ECTS auxquels doivent s'inscrire, en vertu du présent paragraphe, les étudiants en première année répondent à cette logique.

Paragraphe 3

Dans ce paragraphe sont énumérés les éléments à définir au moment de l'élaboration d'un nouveau programme d'études. La définition d'un ou de plusieurs éléments évoqués sous le point 6 est optionnelle et dépend en fin de compte des objectifs du programme concerné.

Paragraphes 4 et 5

Ces paragraphes décrivent la procédure présidant à la mise en place d'un nouveau programme d'études. Une nouveauté consiste dans l'obligation d'assortir la proposition d'un nouveau programme d'une évaluation *ex ante*, qui constitue désormais un élément de l'assurance interne de la qualité.

Article 37. Modalités d'évaluation et modalités d'attribution des grades de bachelor et de master et du diplôme d'études spécialisées en médecine

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe décrit le système de notation et d'évaluation mis en œuvre dans l'ensemble des programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master et au diplôme d'études spécialisées en médecine. Il reprend, pour l'essentiel, les dispositions afférentes du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg, et fixe en outre les critères de validation d'un module dans le cas de l'application du principe de la compensation prévu à l'article 36, paragraphe 3, point 6e). Il est en outre précisé que l'étudiant peut désormais participer au maximum quatre fois à l'évaluation prévue dans le cadre d'un cours, étant entendu que c'est la dernière note obtenue qui est prise en compte. Le principe de la validation de la dernière note obtenue est d'ailleurs aussi appliqué dans le cadre des études menant au brevet de technicien supérieur (BTS)⁴³.

Paragraphe 2

Ce paragraphe fixe les cas de figure dans lesquels un étudiant est exclu définitivement d'un programme d'études donné.

Dans le cas où les cours faisant partie du plan d'études de la première année d'études sont affectés d'un total de 60 crédits ECTS, l'étudiant doit avoir obtenu 30 crédits ECTS à l'issue de cette année, ce qui représente une augmentation de 5 crédits ECTS par rapport à ce qui était prévu à l'article 7 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg.

Paragraphe 3

Ce paragraphe fixe les modalités de progression des étudiants d'une année d'études à l'autre.

Si le seuil en vue de la progression d'une année à l'autre est fixé à 50% des crédits ECTS attribués à l'ensemble des cours faisant partie du plan d'études de l'année concernée, le libellé prévoit toutefois une progression contrôlée de l'étudiant ayant obtenu entre 50% et 70% des crédits ECTS attribués à l'ensemble des cours faisant partie du plan d'études de l'année concernée. Il s'agit d'assurer que cet étudiant cherche de façon conséquente à rattraper d'abord les éléments qui lui manquent encore de l'année écoulée et n'accumule pas un retard grandissant, qu'il lui sera en fin de compte impossible de combler.

⁴³ Cf. article 11 du règlement grand-ducal du 23 février 2010 relatif à l'organisation des études et à la promotion des étudiants des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur.

Paragraphe 4

Ce paragraphe prévoit la mise en place, pour chaque programme d'études, d'un jury d'examen et en détermine la composition ainsi que les missions. Il reprend, *mutatis mutandis*, les dispositions des articles 11 et 12 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg.

Paragraphe 5

Ce paragraphe prévoit la mise en place d'un jury de mémoire pour les programmes d'études comportant l'élaboration d'un tel travail et en détermine la composition. Il reprend, *mutatis mutandis*, les dispositions de l'article 14 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg.

Paragraphe 6

Ce paragraphe établit les modalités de délivrance des grades de bachelor et de master et du diplôme d'études spécialisées en médecine en définissant à chaque fois le nombre minimum et maximum de crédits ECTS dont doit être doté le programme en question.

Dans le cadre des études menant au grade de bachelor s'ajoute une obligation de mobilité, dans la mesure où l'étudiant doit avoir suivi des cours portant sur une charge de travail équivalente à au moins 30 crédits ECTS auprès d'une institution d'enseignement supérieur à l'étranger. A noter que l'article 6, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003 dispose que „[l]e grade de bachelor ne peut être délivré que si l'étudiant inscrit à l'Université a poursuivi une période obligatoire d'études auprès d'une université ou de toute institution d'enseignement supérieur à l'étranger“ et que ce principe général se trouve seulement explicité au règlement d'ordre intérieur, qui dispose dans son article IV.3.101 que l'étudiant „doit s'inscrire dans l'autre université à des cours du programme de bachelor concerné portant sur au moins 30 ECTS“. Par le présent paragraphe, le principe de la mobilité obligatoire au niveau des études de bachelor, qui constitue, dès 2003, une des spécificités de l'Université, se trouve ainsi explicité dans la loi même.

Paragraphe 7

Ce paragraphe fixe la durée maximale d'études pour les études menant aux grades de bachelor et de master et au diplôme d'études spécialisées en médecine. Il reprend, *mutatis mutandis*, les dispositions de l'article 4 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg, et prévoit en outre une disposition spécifique pour les étudiants suivant à temps partiel un programme d'études menant aux grades de bachelor ou de master.

Paragraphe 8

Ce paragraphe prévoit la possibilité d'accorder à un étudiant une suspension des études pour des raisons dûment motivées. Il s'agit d'éviter qu'en cas d'une interruption prolongée des études, les semestres manqués soient comptabilisés dans la durée totale des études.

Paragraphe 9

Il convient de préciser que l'étudiant exclu d'un programme d'études en application des critères fixés aux articles 36 et 37 n'est pas autorisé à se réinscrire au programme visé.

Paragraphe 10

A l'instar de l'article 9 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg, ce paragraphe fixe les modalités présidant à l'attribution des mentions au moment de la délivrance du diplôme visé, il détermine les éléments figurant obligatoirement sur le diplôme et institue le principe du supplément au diplôme.

Paragraphe 11

Ce paragraphe reprend, *mutatis mutandis*, les dispositions des articles 15 et 16 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de bachelor et du grade de master de l'Université du Luxembourg.

Article 38. Organisation des études menant au grade de docteur et modalités d'attribution du grade de docteur

Cet article, qui porte sur l'organisation des études menant au grade de docteur et les modalités d'attribution du grade de docteur, reprend en partie les dispositions du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg.

Paragraphe 1^{er}

En vertu de ce paragraphe, les études menant au grade de docteur sont organisées sur base de programmes d'études dispensés par les écoles doctorales prévues aux articles 15, 16 et 17 et mises en place au niveau des facultés, des centres interdisciplinaires ou dans le cadre d'une initiative commune entre facultés et centres interdisciplinaires. Chaque doctorant est tenu de s'inscrire dans un programme d'études offert par une école doctorale.

Paragraphe 2

Ce paragraphe reprend certaines dispositions des articles 1^{er} et 3 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg, afin d'introduire les notions de „thèse“ et de „soutenance de thèse“ et d'établir la procédure d'admission aux études menant au grade de docteur.

Il précise en outre que les études menant au grade de docteur comprennent, à côté du travail de recherche proprement dit débouchant sur la rédaction d'une thèse, la participation à des enseignements sous forme de cours, organisés et dispensés par les écoles doctorales et consacrés à l'acquisition de compétences méthodologiques et transversales. Ces cours sont dotés d'un certain nombre de crédits ECTS et peuvent impliquer des exigences en termes de participation et d'évaluation.

Paragraphe 3

Calqué sur l'article 2 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg, ce paragraphe introduit la fonction de directeur de thèse.

Paragraphe 4

Calqué sur l'article 4 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg, ce paragraphe porte sur la mise en place, la composition et les missions du comité d'encadrement de thèse. Conformément à ce que prévoit actuellement l'article 5 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg, l'admissibilité à la soutenance de thèse est décidée par le recteur.

Ce paragraphe fixe en outre la durée minimale et maximale des études menant au grade de docteur et établit à cet effet une distinction entre le délai endéans lequel le doctorant doit avoir remis sa thèse et le délai endéans lequel doit avoir lieu la soutenance de thèse. Il en résulte que la durée minimale des études est de trois ans, soutenance incluse, et la durée maximale est de quatre ans et quatre mois, soutenance incluse, étant entendu que le doctorant doit remettre sa thèse au plus tard quatre ans après son admission aux études.

Il convient en effet de prévoir une durée minimale de trois ans, afin d'assurer la conformité avec l'architecture du processus de Bologne. En même temps, il s'agit de ne pas bloquer outre mesure les doctorants qui ont réussi à élaborer un travail de qualité en un temps relativement court. Pour cette raison, le paragraphe dispose que la soutenance peut avoir lieu au plus tôt 36 mois après l'admission du candidat.

Afin de donner d'un autre côté la possibilité au doctorant de consacrer au maximum quatre ans entiers à la rédaction de sa thèse, il est prévu que la remise doit avoir lieu au plus tard 48 mois après l'admission du candidat et que la soutenance doit avoir lieu au plus tard 52 mois après l'admission du candidat. Il faut en effet toujours prévoir un certain délai entre la date de la remise et la date de la soutenance de thèse, d'autant que les disponibilités des membres du jury sont souvent difficilement compatibles. En vertu du paragraphe 5, le jury de thèse doit être nommé dans un délai de quatre semaines après la remise de la thèse par le doctorant et la soutenance doit avoir lieu au plus tard trois mois après la nomination du jury de thèse, ce qui fait un total de quatre mois qu'il convient d'ajouter aux 48 mois constituant la dernière échéance pour la remise de la thèse.

Paragraphe 5

Calqué sur l'article 6 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg, ce paragraphe porte sur la nomination et la composition du jury de thèse. Il est précisé que le jury doit être nommé au plus tard quatre semaines après la remise de la thèse par le doctorant et que la soutenance doit avoir lieu au plus tard trois mois après la nomination du jury. S'il est vrai qu'il faut prévoir un certain laps de temps en vue de l'organisation de la soutenance, il est tout aussi important d'éviter que la soutenance ne soit retardée outre mesure, par exemple au motif d'incompatibilités de calendrier des membres du jury, et que le doctorant soit ainsi bloqué dans sa progression.

Paragraphe 6

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Paragraphe 7

Calqué sur l'article 8 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg, ce paragraphe détermine les éléments figurant obligatoirement sur le diplôme et institue par ailleurs le principe du supplément au diplôme.

Paragraphe 8

Ce paragraphe reprend, *mutatis mutandis*, les principales dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 22 mai 2006 relatif à l'obtention du grade de doctorat de l'Université du Luxembourg.

Article 39. Usager à besoins éducatifs particuliers

Cet article introduit une définition de la notion d'„usager à besoins éducatifs particuliers“, qui est calquée sur celle de l'„élève à besoins éducatifs particuliers“ telle qu'établie à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers. En effet, à l'instar de la démarche qui a été adoptée par la loi précitée du 15 juillet 2011 au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes, il convient de prévoir, dans le cadre de la nouvelle loi portant organisation de l'Université, des dispositions permettant de décider, à l'égard des étudiants et des auditeurs concernés, des aménagements raisonnables en vue de pallier les entraves à une progression normale dans les études ou en vue de faciliter leur participation aux épreuves d'évaluation.

Les articles 40 et 41 établissent ainsi une procédure afférente, par analogie avec celle instaurée par la loi modifiée précitée du 15 juillet 2011 dans les domaines de l'enseignement secondaire et secondaire technique et de la formation des adultes.

Article 40. Composition de la commission des aménagements raisonnables

Cet article définit la composition de la commission des aménagements raisonnables, laquelle est instaurée, en vertu de l'article 12, point 12, par le conseil universitaire. Selon l'article 11, cette commission est présidée par le délégué aux aménagements raisonnables, qui est désigné par le recteur.

Article 41. Aménagements raisonnables

Cet article définit les aménagements raisonnables qui peuvent être décidés par la commission des aménagements. A cet effet, l'énumération des aménagements raisonnables figurant aux articles 3 à 5 de la loi précitée du 15 juillet 2011 a été revue et adaptée au contexte de l'enseignement supérieur de type universitaire.

Article 42. Charte des usagers

Cet article consacré à la charte des usagers reprend, *mutatis mutandis*, les dispositions de l'article 11 de la loi de 2003. Le terme d'„étudiants“ utilisé à l'article précité est remplacé par le terme générique d'„usagers“ défini à l'article 1^{er} du présent projet de loi, afin de couvrir l'ensemble des personnes qui suivent un enseignement à l'Université.

La charte des usagers trouve désormais son pendant dans la charte du personnel enseignant-chercheur, prévue à l'article 21.

Article 43. Délégation étudiante

Par le présent article, la participation des étudiants est ancrée dans la loi par la création d'une délégation étudiante. A rappeler qu'au sens de l'article 1^{er}, point 9a), le terme d'„étudiants“ englobe toutes les personnes inscrites à l'Université en vue d'obtenir un grade de bachelor, de master ou de docteur ou en vue d'obtenir un diplôme d'études spécialisées en médecine.

La création d'une délégation étudiante a été prévue par le projet de loi 6283. L'article sous rubrique reprend dans ses grandes lignes le libellé proposé dans ce contexte par le Conseil d'Etat dans son avis du 17 janvier 2012⁴⁴, tout en y apportant des précisions concernant la composition, le mode des élections, la détermination du nombre de représentants et les moyens financiers dont peut disposer la délégation étudiante.

Pour les étudiants inscrits dans les programmes d'études menant au grade de bachelor ou de master, il est proposé de faire des facultés les entités de référence pour l'organisation des élections et la détermination du nombre de représentants, celles-ci faisant ainsi figure en quelque sorte de „circonscriptions électorales“. Le nombre de représentants par faculté est fixé à un délégué par tranche entière de 500 étudiants inscrits dans les programmes d'études menant au grade de bachelor ou de master dans la faculté concernée. Sur base des chiffres actuels, la Faculté des Sciences, de la Technologie et des Communications aurait ainsi droit à deux représentants (quelque 1.050 étudiants inscrits), la Faculté de Droit, d'Economie et de Finances à trois représentants (quelque 1.700 étudiants inscrits) et la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Education à trois représentants (quelque 1.680 étudiants inscrits).

Pour les étudiants inscrits dans les programmes d'études menant au grade de docteur, le nombre de représentants est fixé à un délégué par tranche entière de 500 étudiants inscrits dans les programmes d'études menant au grade de docteur et correspondrait actuellement à un représentant (quelque 600 étudiants inscrits).

La date butoir servant à arrêter la liste des électeurs et des étudiants éligibles est avancée du 1^{er} décembre au 1^{er} octobre, afin de ne pas retarder outre mesure l'organisation des élections et d'assurer que les étudiants soient représentés dès le semestre d'hiver dans les différents organes de l'Université.

Par cet article, il est tenu compte du fait que, dans le cadre de l'évaluation institutionnelle de l'Université réalisée en 2016 par l'agence IEP (*Institutional Evaluation Programme*), les experts recommandent de favoriser la mise en place d'une représentation des étudiants plus structurée, permanente et centrale au sein de l'Université et de mettre des moyens financiers à la disposition de cette représentation.

Article 44. Procédure disciplinaire

A l'instar de la démarche adoptée par le projet de loi 6591, qui est devenu la loi du 23 juillet 2016 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur et qui a introduit dans la loi précitée le cadre général du régime disciplinaire concernant les étudiants inscrits dans les formations menant au brevet de technicien supérieur (BTS) et dans les classes préparatoires aux concours des grandes écoles françaises, il a été jugé opportun de définir dans la loi en projet la procédure disciplinaire qui est d'application à l'égard des usagers de l'Université au sens de l'article 1^{er}, point 9.

Concernant la prise éventuelle de sanctions à l'égard d'un membre du personnel de l'Université, les dispositions de la législation sur le droit du travail sont applicables. Le Conseil d'Etat avait en effet rappelé ce principe dans son avis du 17 janvier 2012 relatif au projet de loi 6283, lequel avait prévu l'ajout d'un article qui aurait trait aux sanctions à l'égard d'un enseignant-chercheur. S'interrogeant sur la plus-value d'un tel ajout, la Haute Corporation avait demandé, sous peine d'opposition formelle, d'en faire abstraction et de reléguer la substance de l'article projeté au contrat de travail conclu entre l'Université et l'enseignant-chercheur⁴⁵.

L'article sous rubrique définit les différents types d'infractions. Dans un souci d'harmonisation des régimes disciplinaires qui sont d'application dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'énumération a été alignée, *mutatis mutandis*, sur celle figurant désormais à l'article 26bis de la loi modifiée du

44 Doc. parl. 6283⁴, p. 9.

45 Doc. parl. 6283⁴, p. 18-19.

19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur. Y ont été ajoutés la fraude, la tentative de fraude et le plagiat, qui font l'objet de l'article 16*bis* de la même loi, article introduit par le projet de loi 6371, qui est devenu la loi du 28 novembre 2012 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009.

Article 45. Sanctions

Par analogie avec la démarche adoptée à l'article 44 au sujet de la définition des infractions, le présent article, consacré aux sanctions, a été aligné, autant que faire se peut, sur le nouvel article 26*ter* de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur. Y ont été ajoutées, au paragraphe 4, les dispositions correspondantes en matière de fraude, de tentative de fraude ou de plagiat, figurant à l'article 16*bis* de la même loi.

Les dispositions de l'article reposent sur le principe de la proportionnalité des sanctions. Le régime des sanctions est défini de façon graduelle: l'application qui en est faite doit être à la mesure de la gravité du manquement.

En vertu du paragraphe 2, certaines des sanctions peuvent être assorties d'un sursis total ou partiel. Il s'agit néanmoins de sanctions à part entière. Il peut en effet s'avérer préférable, dans un souci pédagogique et éducatif, de ne pas rendre la sanction immédiatement exécutoire tout en signifiant clairement au concerné qu'un nouveau manquement l'expose au risque de la mise en œuvre de la sanction prononcée avec sursis. La sanction prononcée avec sursis figure à ce titre dans le dossier administratif de l'utilisateur. Toutefois, dans une telle hypothèse, la sanction est prononcée, mais elle n'est pas mise à exécution ou, en cas de sursis partiel, dans la limite de la durée fixée par le recteur.

Le paragraphe 3 prévoit la possibilité de remplacer certaines sanctions par la participation obligatoire de l'utilisateur, en dehors des heures de cours, à des activités non rémunérées de solidarité civique, des activités culturelles ou généralement à des activités dont la portée symbolique est une façon de compenser le tort causé. Toute activité susceptible de porter atteinte à la santé et à la dignité de l'utilisateur est interdite.

Le paragraphe 4 est calqué sur l'article 16*bis*, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur. A rappeler dans ce contexte que, dans son avis du 13 juillet 2012 au sujet du projet de loi 6371 précité, le Conseil d'Etat a fait valoir que la nullité de l'épreuve correspondante prévue en cas de fraude, de tentative de fraude ou de plagiat „ne constitue pas, à proprement parler, une sanction disciplinaire. Elle est la conséquence inéluctable de la fraude ou de la tentative de fraude constatée et frappe de plein droit l'épreuve ayant fait l'objet de ce constat. Du moment que le jury d'examen a constaté la matérialité de la fraude ou de la tentative de fraude, il ne dispose d'aucune marge d'appréciation en ce qui concerne la nullité"⁴⁶. De ce fait, le libellé en cause est conforme au principe „*non bis in idem*“.

Article 46. Validité

Par analogie avec l'article 26*quater* de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, cet article a trait à la durée de la validité de la juridiction disciplinaire de l'Université.

Il a été jugé opportun d'introduire, au paragraphe 2, une disposition spécifique relative à la validité de la juridiction disciplinaire de l'Université pour les infractions majeures, entraînant les sanctions 5 et 6 prévues à l'article 45, paragraphe 1^{er}. En effet, il importe dans ces cas que l'utilisateur puisse être poursuivi encore pendant un certain laps de temps suivant son départ de l'Université. Cela vaut tout particulièrement en cas de fraude, de tentative de fraude ou de plagiat.

Le libellé proposé a été inspiré de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, qui dispose à son article 46:

„**Art. 46.** Le fonctionnaire qui a quitté le service reste soumis à la juridiction disciplinaire pour les faits ou omissions qui entraîneraient la révocation d'un fonctionnaire en activité. Toutefois l'action disciplinaire devra être intentée dans les six mois qui suivent la cessation des fonctions.

Si le fonctionnaire est reconnu coupable de tels faits ou omissions, il est déclaré déchu du titre, du droit à la pension et de la pension. Cette perte ne porte pas préjudice aux droits découlant de l'assurance rétroactive prévue en matière de coordination des régimes de pension.“

⁴⁶ Doc. parl. 6371⁷, p. 3.

Article 47. Autorités disciplinaires

Par analogie avec l'article 46^{quiquies} de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, cet article définit les autorités disciplinaires.

A l'Université, le pouvoir disciplinaire en première instance est exercé par le recteur, tandis que la commission des litiges, instituée auprès du conseil universitaire, exerce le pouvoir disciplinaire en deuxième instance.

Les dispositions de l'article rappellent également le principe du contradictoire avec un respect des droits de la défense, ainsi que le principe de la motivation de la sanction.

Article 48. Commission des litiges

Cet article porte création de la commission des litiges, en définit les missions, la composition et le mode de nomination.

A noter que la commission des litiges est actuellement instituée par le règlement d'ordre intérieur de l'Université. Par le présent article, elle est désormais ancrée dans la loi.

Article 49. Appel

Par analogie avec l'article 26^{octies} de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, cet article définit la procédure d'appel (paragraphe 1^{er}) et, conformément à la recommandation émise par le Conseil d'Etat dans son avis du 13 juillet 2012 relatif au projet de loi 6371⁴⁷, il prévoit à l'encontre des décisions disciplinaires en cause un recours en pleine juridiction devant les juridictions administratives, afin d'éviter tout risque de non-conformité des organes et procédures disciplinaires par rapport aux dispositions pertinentes de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (paragraphe 2).

En vertu du paragraphe 3, les sanctions disciplinaires sont inscrites dans le dossier administratif de l'utilisateur, ce qui permet d'assurer le suivi sur le plan individuel. Toute sanction disciplinaire constitue en effet une décision individuelle qui doit être versée au dossier administratif de l'utilisateur. Ce dossier peut, à tout moment, être consulté par l'utilisateur.

Article 50. Voies de recours

Cet article prévoit le principe d'un recours préalable spécifique, avant de pouvoir introduire un recours en annulation devant les juridictions administratives.

Sont visées par ce recours administratif organisé, les décisions visées aux articles 33 à 39, ainsi qu'aux articles 41 et 42 relatives à l'enseignement. Cette procédure concerne dès lors les étudiants, respectivement les usagers de l'Université, et non pas le personnel, ni les organes de l'Université. Les décisions visées ont trait notamment à l'admission aux programmes d'études, aux validations des acquis de l'expérience, aux notations de cours, à l'avancement dans les études et aux aménagements raisonnables.

Concrètement, l'utilisateur qui voudrait par exemple contester une décision portant refus de son admission dans un programme d'études, devra saisir la commission des litiges endéans un délai d'un mois à partir de la notification de cette décision. La commission des litiges pourra alors soit confirmer la décision de refus, soit la réformer. Si le refus persiste, l'utilisateur pourra saisir les juridictions administratives par un recours en annulation.

Les délais impartis devront rester assez courts afin de ne pas trop préjudicier l'utilisateur dans son cursus universitaire.

L'objectif d'un tel recours administratif organisé est de permettre aux usagers de contester de manière simplifiée et rapide les décisions ayant trait à leur enseignement; ceci afin d'éviter de devoir recourir à la procédure administrative contentieuse en cas de contestations.

A travers la composition de la commission des litiges, il devrait par ailleurs être assuré que les intérêts tant des usagers, que de l'Université soient garantis.

⁴⁷ Doc. parl. 6371⁷, p. 3-4.

Article 51. Principes de mise en œuvre

Cet article porte sur les principes de mise en œuvre des activités de recherche de l'Université.

Alors que l'article 13 de la loi de 2003 précise, dans son paragraphe 1^{er}, que l'Université „développe et valorise une recherche à caractère fondamental et appliqué“, il a été renoncé à reprendre cette précision, dans la mesure où, sur le plan international, ces distinctions sont de moins en moins utilisées.

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe énumère les principes fondamentaux qui régissent les activités de recherche menées à l'Université. Cette énumération remplace en partie l'évocation des principes éthiques et méthodologiques telle qu'elle figure à l'article 3, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003. Plutôt que de reprendre tels quels ces préceptes d'ordre très général, dont certains ne font que reformuler des libertés constitutionnelles (cf. „respect de la pensée d'autrui“), il a été jugé opportun de proposer une énumération plus concise de principes génériques qui sont valorisés et favorisés dans le domaine international de la recherche et qui englobent l'ensemble des idées mentionnées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, de la loi de 2003.

Quant au principe du lien étroit entre activités d'enseignement et de recherche, faisant l'objet de l'article 13, paragraphe 2, de la loi de 2003, il est désormais évoqué dans le cadre des moyens que l'Université est appelée à mettre en œuvre en vue de remplir ses missions (article 3, paragraphe 2, point 5).

Paragraphe 2

Ce paragraphe ne nécessite pas de commentaire.

Paragraphe 3

Ce paragraphe, portant sur la nécessaire concertation entre les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, constitue le pendant de l'article 26, paragraphe 3, de la loi des CRP. Il a été complété par la mention de l'exploitation des infrastructures parmi les éléments au sujet desquels les institutions sont appelées à se coordonner.

Article 52. Evaluation interne et externe

Dans le cadre de l'instruction du projet de loi 6283, l'article 43 de la loi de 2003, ayant trait à l'évaluation interne et externe de l'Université, a été reformulé. L'article sous rubrique propose une version revue, restructurée et complétée du libellé de l'article 43 précité tel qu'il figure au texte coordonné de novembre 2013 (doc. parl. 6283¹⁰). Il est en outre établi une distinction claire entre évaluation interne et évaluation externe.

Paragraphe 1^{er}

Ce paragraphe est consacré à l'évaluation interne. Celle-ci porte sur le personnel à un rythme annuel, ainsi que sur les nouveaux programmes d'études avant qu'ils ne soient soumis à l'approbation du conseil de gouvernance (cf. article 36, paragraphe 4). Elle relève de la prérogative du conseil de gouvernance, qui en arrête le programme sur proposition du recteur et en assume la surveillance et la responsabilité du suivi.

Paragraphes 2 à 5

Ces paragraphes portent sur l'évaluation externe. La périodicité de cette évaluation reste invariablement fixée à quatre ans. Il a été toutefois fait abstraction de l'examen à mi-parcours prévu par l'article 43 de la loi de 2003. En effet, l'expérience gagnée dans le cadre des deux premières vagues d'évaluation (2009 et 2013) a montré que le laps de temps relativement court de deux ans entre l'évaluation proprement dite et l'examen à mi-parcours ne permet guère de mettre en évidence des résultats tangibles de la mise en pratique des recommandations formulées par les évaluateurs. Par contre, la pratique de l'examen à mi-parcours risque d'accaparer des ressources humaines importantes et de soumettre l'Université à un processus d'évaluation externe quasi permanent.

Comme prévu par le texte élaboré dans le cadre du projet de loi 6283, il est précisé que l'évaluation externe est réalisée par des experts indépendants ou des agences ayant une expérience en cette matière.

Les évaluateurs sont désignés par le ministre, lequel arrête également le cahier des charges. A ce sujet, le Conseil d'Etat avait fait valoir, dans son avis du 17 janvier 2012 relatif au projet de loi 6283,

que dans l'optique d'une organisation rationnelle de la gouvernance de l'Université, il serait important d'attribuer au conseil de gouvernance la compétence et la responsabilité en matière d'évaluation interne et externe de l'Université⁴⁸. Si cette observation est tout à fait pertinente pour ce qui est de l'évaluation interne, le fait de confier au conseil de gouvernance également la responsabilité de l'évaluation externe ne permettrait plus de distinguer entre „évaluateur/contrôleur“ et „évalué/contrôlé“. L'Etat confie en effet à l'établissement public „Université du Luxembourg“ un pouvoir réglementaire et le dote d'un organe de décision, le conseil de gouvernance, qui est compétent pour la planification à long terme ainsi que pour le développement stratégique de l'établissement. Cet organe de décision fait partie de l'Université. Suite à la délégation du pouvoir réglementaire et des compétences précitées à l'Université, il revient à l'Etat, donc au ministre de tutelle, de déterminer le cahier des charges relatif à l'évaluation externe des activités de l'Université. Par contre, il est évident qu'au terme de la procédure d'évaluation, le conseil de gouvernance sera appelé à déterminer les suites à réserver aux recommandations émises par les évaluateurs ainsi que la démarche pour les mettre en œuvre.

A l'instar de ce que prévoit l'article 27 de la loi des CRP en relation avec les évaluations externes des centres de recherche publics, le paragraphe 5 sous rubrique établit le principe de la publicité du rapport final de l'évaluation externe ainsi que des prises de position éventuelles de l'Université.

Article 53. Convention pluriannuelle

Dans un souci d'harmonisation des dénominations utilisées pour définir les relations de l'Etat avec les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, le terme de „plan pluriannuel de développement“ est remplacé par celui de „programme pluriannuel“ et celui de „contrat d'établissement“ par „convention pluriannuelle“, conformément aux dénominations figurant dans la loi des CRP.

Le libellé de l'article 44 de la loi de 2003 a été en outre complété et précisé par analogie avec celui de l'article 19 de la loi des CRP.

Article 54. Rapport d'activités

Cet article reprend la disposition de l'article 45 de la loi de 2003 portant sur le rapport d'activités annuel de l'Université.

Article 55. Ressources

Cet article reprend dans ses grandes lignes l'énumération des ressources dont peut disposer l'Université, telle qu'elle figure à l'article 46 de la loi de 2003, tout en l'alignant, quant au fond et à la forme, aux dispositions de l'article 21 de la loi des CRP.

Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 46 de la loi de 2003, consacrés à la mise à disposition de terrains, de bâtiments, de locaux, d'installations et d'équipements appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, ont été intégrées au point 1 du présent article. A l'instar de l'article 21 de la loi des CRP, il est désormais fait recours aux termes génériques de „biens meubles“ et „immeubles“, et l'énumération est complétée par la mention des biens immatériels.

Le point 3 correspond à une nouvelle disposition qui trouve son pendant à l'article 21, paragraphe 1^{er}, lettre d), de la loi des CRP. Est ainsi prévue la possibilité pour l'Etat de mettre à la disposition de l'Université des moyens financiers destinés expressément à la mise en œuvre d'une mission déterminée qui lui a été conférée par un autre ministre que celui de tutelle dans le cadre d'une convention *ad hoc*.

Article 56. Propriété intellectuelle

Cet article porte sur le principe de la propriété intellectuelle en relation avec les produits, procédés et services résultant des activités d'enseignement supérieur et de recherche de l'Université. Il constitue le pendant de l'article 18 de la loi CRP.

Article 57. Accords de coopération et prises de participation

Le libellé de l'article 48 de la loi de 2003, consacré aux accords de coopération et aux prises de participation, est aligné, quant au fond et à la forme, sur les dispositions de l'article 26, paragraphes 1^{er} et 2, de la loi des CRP.

⁴⁸ Doc. parl. 6283⁴, p. 19-20.

A noter au demeurant que le paragraphe 3 de l'article 26 de la loi des CRP, portant sur la nécessaire concertation entre les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche, trouve son pendant à l'article 51, paragraphe 3, du présent projet de loi.

Par le paragraphe 3 du présent article est créée la base légale du groupement d'intérêt économique (GIE) dénommé „Centre de gestion pour la formation continue et professionnelle universitaire“, qui créé par acte notarié au cours de 2017 et placé sous la haute surveillance de l'Université et du ou des ministres de tutelle.

Le centre précité sera appelé à constituer le successeur légal de l'Institut Universitaire International Luxembourg (IUIL), créé par règlement grand-ducal du 22 avril 1974 portant création de l'Institut Universitaire International de Luxembourg. L'IUIL offre des formations continues relevant de l'enseignement supérieur et propose des études et des outils en relation avec le développement des compétences au sens large. En 2015, il a quitté ses locaux au château de Munsbach pour s'installer au site de Belval, à la Maison du Savoir. Ce rapprochement géographique de l'Université a favorisé la collaboration et la création de synergies entre les deux institutions. Il s'est avéré qu'au vu de sa longue expérience en ces matières, l'IUIL peut faire bénéficier l'Université de son expertise établie dans le domaine de la formation continue et professionnelle relevant de l'enseignement supérieur ainsi qu'en matière de validation des acquis de l'expérience. Dans cette optique, il a été décidé de franchir le pas et d'officialiser cette coopération par le biais de la création d'un GIE, placé sous la surveillance de l'Université en collaboration avec le ministre de tutelle. Le centre ainsi constitué sera chargé de la gestion (totale ou partielle):

- de la formation continue et professionnelle offerte par l'Université;
- des programmes d'études de l'Université menant au grade de bachelor, et notamment des programmes ayant une vocation professionnalisante;
- de la procédure de validation des acquis de l'expérience.

Il pourra en outre être appelé à réaliser des études relatives à des questions concernant la formation continue et professionnelle universitaire et sera amené à collaborer, pour l'exercice des missions précitées, avec d'autres organismes de formations continue et professionnelle universitaire.

Les modalités et les moyens de mise en œuvre des missions du Centre seront réglés par voie de conventions entre l'Université, l'Etat et le Centre, à approuver par le Gouvernement en conseil.

Le libellé du paragraphe 3 a été inspiré du texte proposé par le Conseil d'Etat dans son deuxième avis complémentaire du 24 janvier 2017 relatif au projet de loi 6854 ayant pour objet 1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation; 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (article 22).

L'IUIL ayant été créé par règlement grand-ducal, il convient, au nom du principe du parallélisme des formes, de procéder à sa dissolution également par voie de règlement grand-ducal. Ce règlement grand-ducal fixera en outre les modalités de la reprise du personnel, des projets en cours, des résultats obtenus et des droits intellectuels par le GIE „Centre de gestion pour la formation continue et professionnelle universitaire“. Par l'alinéa 3, le législateur autorise cette démarche, par analogie avec la démarche adoptée à l'article 40 de la loi des CRP, dans le cadre de la dissolution de la Fondation „Integrated BioBank of Luxembourg“.

Article 58. Comptabilité

Le libellé de l'article 49 de la loi de 2003, portant sur la comptabilité, est aligné, quant au fond et à la forme, sur celui des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 23 de la loi des CRP. En vertu de l'article 5, point 10, du présent projet de loi, les comptes annuels sont arrêtés par le conseil de gouvernance.

Article 59. Révision des comptes

Le libellé de l'article 50 de la loi de 2003, relatif à la révision des comptes, est en principe aligné, quant au fond et à la forme, sur celui de l'article 24 de la loi des CRP. Toutefois, le délai de présentation des comptes annuels au Gouvernement en conseil est ici avancé du 1^{er} mai, tel que prévu à l'article 24 précité de la loi des CRP, au 15 avril, afin de répondre aux exigences découlant de l'actualisation annuelle du plan de stabilité et de croissance, qui doit être soumise à la Commission européenne.

Article 60. Dispositions fiscales

Le libellé de l'article 51 de la loi de 2003, consacré aux dispositions fiscales, est aligné, quant au fond et à la forme, sur celui de l'article 25 de la loi des CRP.

Il est inutile de reprendre dans ce contexte l'alinéa 2 de l'article 51 de la loi de 2003, disposant que l'application de l'article 150 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est étendue à l'Université, dans la mesure où cette disposition a produit ses effets dès l'entrée en vigueur de la loi de 2003.

Article 61. Dispositions transitoires

Le présent article introduit une série de dispositions transitoires.

Paragraphe 1^{er}

Afin d'assurer la continuité des affaires courantes de l'Université et d'assurer une transition sans faille au niveau des organes de décision, ce paragraphe définit des délais maximums pendant lesquels le conseil de gouvernance et le conseil universitaire établis et fonctionnant en vertu des dispositions afférentes de la loi de 2003 peuvent rester en place, avant d'être remplacés par des conseils régis par les dispositions de la loi en projet. Le délai plus important prévu pour le conseil universitaire s'explique par la nécessité d'organiser les élections des différents membres.

Paragraphe 2

Etant donné que la loi en projet introduit de nouvelles catégories au niveau du personnel enseignant-chercheur de l'Université, il y a lieu de prévoir des dispositions présidant au reclassement du personnel concerné, en place le jour de l'entrée en vigueur du présent texte.

A noter qu'il n'est toutefois pas indiqué de prévoir des mesures de reclassement des assistants-chercheurs. Alors que la transition ne devrait pas poser problème au niveau des assistants-doctorants, dans la mesure où cette catégorie est clairement circonscrite à des enseignants-chercheurs en formation, préparant un doctorat, il appartient à l'Université elle-même de décider, au cas par cas, du reclassement des assistants-chercheurs postdoctorants et du reste du personnel scientifique en place.

Paragraphe 3

Cette disposition reprend, *mutatis mutandis*, le libellé de l'article 59, paragraphe 5, de la loi de 2003. Conformément à l'article 7, paragraphe 1^{er}, point 2, le recteur est le chef hiérarchique du personnel de l'Université.

Paragraphe 4

Les paragraphes 3 et 5 de l'article 26 prévoient, au sein de la catégorie des professeurs, la possibilité d'une promotion d'un professeur associé au poste de professeur ordinaire, d'un professeur assistant au poste de professeur associé et d'un maître-assistant au poste de professeur assistant. Chacune de ces mesures de promotion ne peut être prise que pour un maximum de 20% des nouvelles nominations dans la catégorie concernée. Par conséquent, il s'avère indispensable de définir une date de référence à partir de laquelle sont comptabilisées les nouvelles nominations. Au paragraphe sous rubrique, il est proposé de fixer cette date au 1^{er} janvier 2017. De cette manière, il sera loisible à l'Université de décider assez vite après l'entrée en vigueur de la loi en projet des premières promotions.

Paragraphe 5

Dans un souci de sécurité juridique, ce paragraphe vise à garantir que les étudiants inscrits dans un programme d'études au moment de l'entrée en vigueur de la loi en projet peuvent bénéficier, pendant une phase transitoire de deux années académiques, des dispositions prévues par les textes antérieurs dans le cas où celles-ci sont plus favorables. Sont visées notamment les dispositions concernant les modalités d'évaluation, de progression et d'exclusion des étudiants régissant les différents programmes d'études.

Article 62. Disposition abrogatoire

Par cet article est abrogée la loi de 2003. Comme signalé dans l'exposé des motifs, en raison de l'importance des modifications opérées par le présent texte et dans un souci de meilleure lisibilité, cette loi est remplacée par la présente loi en projet.

Article 63. Entrée en vigueur

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

*

FICHE FINANCIERE

(en application des dispositions de l'article 79 de la loi du 8 juin 1999)

Nature et durée des dépenses proposées

Le projet de loi sous examen ne crée pas *per se* de nouvelles dépenses, le principe de la contribution financière de l'Etat aux activités de l'Université du Luxembourg ayant déjà été retenu, *ab initio*, au niveau de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg que le présent projet de loi entend remplacer.

Le présent projet de loi confirme le principe de la convention pluriannuelle entre l'Université du Luxembourg et l'Etat par le biais de laquelle l'Etat garantit à l'Université du Luxembourg une dotation financière annuelle en contrepartie de l'atteinte par l'Université d'un certain nombre d'objectifs en termes financiers, de production scientifique ainsi que d'ordre structurel.

Impact sur les dépenses de fonctionnement et de personnel

L'impact des dispositions modificatives concernant l'Université du Luxembourg est à mettre en relation avec le développement des activités de l'Université. Etant donné que ces activités sont largement dépendantes d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, elles vont sans doute engendrer un accroissement progressif et proportionnel des dépenses de personnel et de fonctionnement.

Impact budgétaire prévisible à court terme

L'impact budgétaire direct des modifications législatives est neutre. En effet, la convention pluriannuelle entre l'Etat et l'Université du Luxembourg ne nécessitera pas d'avenant dû à l'entrée en vigueur du présent texte législatif.

Impact budgétaire prévisible à moyen et à long terme

Les modifications législatives introduites par le présent projet de loi n'entraînent pas *per se* un impact financier par rapport à la situation actuelle. La dotation financière de l'Université continuera à être déterminée en fonction des objectifs fixés dans le cadre de la convention pluriannuelle avec l'Etat.

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

| | |
|--|---|
| Intitulé du projet: | Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg |
| Ministère initiateur: | Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche |
| Auteur(s): | Léon Diederich/Christiane Huberty/Pierre Misteri |
| Tél: | 247-86642/247-86644/247-76619 |
| Courriel: | leon.diederich@mesr.etat.lu/christiane.huberty@mesr.etat.lu/ pierre.misteri@mesr.etat.lu |
| Objectif(s) du projet: | <p>Adaptation de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement public „Université du Luxembourg“ au développement et à l'évolution que l'Université a connus depuis sa création en 2003:</p> <ul style="list-style-type: none"> – consolidation de l'échafaudage des organes de décision, structuration plus claire de la gouvernance, des processus de prise de décisions et des formes de participation à l'Université; – renforcement de l'autonomie organisationnelle, pédagogique et scientifique de l'Université; – précisions au niveau de l'organisation des études, des modalités d'évaluation et des modalités d'attribution des grades; – introduction de modifications au niveau de la dénomination des différentes catégories de personnel, introduction de certaines nouvelles catégories, précisions au niveau de la procédure de recrutement des enseignants-chercheurs et introduction, au sein de certaines catégories d'enseignants-chercheurs, de la possibilité d'une promotion, ainsi que d'un engagement en pré titularisation conditionnelle |
| Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s): | <ul style="list-style-type: none"> – Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse – Ministère des Affaires étrangères et européennes/Direction de l'immigration – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative |
| Date: | 24.3.2016 |

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s): Oui ☒ Non ☐
 Si oui, laquelle/lesquelles: Université du Luxembourg
 Remarques/Observations:

2. Destinataires du projet:

| | | |
|--------------------------------------|---|---|
| – Entreprises/Professions libérales: | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| – Citoyens: | Oui <input checked="" type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
| – Administrations: | Oui <input type="checkbox"/> | Non <input checked="" type="checkbox"/> |

3. Le principe „Think small first“ est-il respecté? Oui ☐ Non ☐ N.a.¹ ☒
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)
 Remarques/Observations:

¹ N.a.: non applicable.

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire? Oui ☒ Non ☐
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière? Oui ☐ Non ☒
 Remarques/Observations: Le présent projet de loi remplace la loi précédente. Pour des raisons de lisibilité et de transparence, il a été choisi d'élaborer un nouveau texte législatif, plutôt que d'avoir recours à une loi modificative de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg.
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures? Oui ☐ Non ☒
 Remarques/Observations: n.a.
6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui ☒ Non ☐
 Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire) Pour l'accès aux différents niveaux d'études, les détenteurs de certains diplômes étrangers doivent pouvoir se prévaloir d'une reconnaissance de l'équivalence ou d'une inscription au registre des titres de formation.
 Les taxes pour le traitement des dossiers en vue de l'inscription d'un diplôme au registre des titres de formation ou en vue de la reconnaissance de l'équivalence d'un diplôme étranger s'élèvent en général à 75 euros par diplôme (125 euros pour la reconnaissance de l'équivalence de certains diplômes).
 S'y ajoutent, à l'Université, des frais d'inscription variables selon les programmes d'études.
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
 Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
 b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴? Oui ☐ Non ☒ N.a. ☐
 Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
 – une autorisation tacite en cas de non-réponse de l'administration? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
 – des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

- le principe que l’administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu’une seule fois? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe „la directive, rien que la directive“ est-il respecté? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
Si non, pourquoi?
11. Le projet contribue-t-il en général à une:
a) simplification administrative, et/ou à une Oui ☒ Non ☐
b) amélioration de la qualité réglementaire? Oui ☒ Non ☐
Remarques/Observations: Le présent projet de loi remplace la loi précédente. Pour des raisons de lisibilité et de transparence, il a été choisi d’élaborer un nouveau texte législatif, plutôt que d’avoir recours à une loi modificative de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l’Université du Luxembourg.
12. Des heures d’ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
13. Y a-t-il une nécessité d’adapter un système informatique auprès de l’Etat (e-Government ou application back-office)? Oui ☐ Non ☒
Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l’administration concernée? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
Si oui, lequel?
Remarques/Observations:

Egalité des chances

15. Le projet est-il:
– principalement centré sur l’égalité des femmes et des hommes? Oui ☐ Non ☒
– positif en matière d’égalité des femmes et des hommes? Oui ☒ Non ☐
Si oui, expliquez de quelle manière:
– introduction d’un délégué à l’égalité du genre à l’Université
– introduction de la disposition selon laquelle la proportion des membres du conseil de gouvernance de chaque sexe ne peut être inférieure à 40%
– neutre en matière d’égalité des femmes et des hommes? Oui ☒ Non ☐
Si oui, expliquez pourquoi: Les dispositions concernant le personnel et les usagers de l’Université s’appliquent indépendamment du sexe de la personne concernée.
– négatif en matière d’égalité des femmes et des hommes? Oui ☐ Non ☒
Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes? Oui ☐ Non ☒ N.a. ☐
Si oui, expliquez de quelle manière:

Directive „services“

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶? Oui ☐ Non ☐ N.a. ☒
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

